Bilan & Perspectives

Numéro 26 – mai 2026

Sommaire

Éditorial

1er mai 2026 : Pas de sacrifices pour ce système - Contre la guerre et toutes les formes de nationalisme

Bilan de la réunion publique du 7 mars 2026

Le Moyen-Orient en flammes : prochaine étape vers une guerre capitaliste mondiale

Au-delà du Venezuela : la route vers la guerre généralisée

Manifestations de la génération Z : du Maroc à Madagascar, seule une activité de classe renaissante peut mettre fin à la décadence sociale du capitalisme

"Un prologue majestueux" - La révolution russe de 1905 (2ème partie)

Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe (3e partie)

Revue du Groupe Révolutionnaire Internationaliste,

membre de la Tendance Communiste Internationaliste 4€

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org/fr

Lisez, partagez nos publications :

facebook @Groupe Révolutionnaire Internationaliste – TCI
X @GRI_TCI

Nous écrire : fr@leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI

Partito Comunista Internazionalista (Italie) :
info@leftcom.org
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :
uk@leftcom.org
CWO
BMCWO
WC1M 3XX LONDON

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :
de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :
iwg@leftcom.org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) :
klasbatalocollective@gmail.com

Éditorial : 140 ans après le massacre de Haymarket Square, organiser la riposte de classe face à la fuite en avant guerrière du capitalisme

Depuis le 28 février, la société capitaliste semble avoir fait un pas de plus vers l'abîme. Lorsque le gouvernement américain, agissant de concert avec son allié israélien, a lancé des bombardements massifs contre les installations militaires et nucléaires iraniennes, assassinant par là même le guide suprême Ali Khamenei, il ne fait guère de doute que l'administration Trump escomptait une capitulation rapide de Téhéran, ouvrant la voie à un changement de régime plus conforme aux intérêts américains, à l'image de la stratégie déployée deux mois plus tôt au Venezuela. C'est pourtant l'inverse qui s'est produit : le régime théocratique iranien n'a pas été démantelé ni « décapité », aucun des objectifs militaires ou stratégiques n'a été atteint, les stocks de munitions et d'armes offensives ou défensives américaines ont considérablement diminué, tandis que la situation ne cesse de s'enliser, sans qu'aucune issue ne se dessine à l'horizon.

Chaque jour qui passe est marqué par de nouveaux revirements de l'administration américaine, entre appels à la négociation et menaces de bombardement, alors même que le prix du pétrole atteint des sommets, impactant lourdement les consommateurs et un système économique encore très dépendant des énergies fossiles, et qu'une crise économique mondiale se profile à l'horizon, en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz et des pénuries de biens essentiels, notamment les engrais[1].

Il n'y a qu'un seul responsable à cette prolifération des guerres et à cette montée des tensions inter-impérialistes[2]. Contrairement à ce que prétendent les démocrates américains et nos pacifistes bourgeois, ce n'est pas Trump, ni Poutine, ni quelque autre tyran assoiffé de pouvoir qui est à l'origine de ces guerres.

Non, le seul et unique responsable, c'est le capitalisme, qui, comme le disait Jean Jaurès, « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». C'est bien ce système qui est à l'origine des conflits pour le repartage du monde et la conquête de nouveaux marchés et de nouvelles ressources face à la concurrence entre puissances impérialistes, aussi bien en Iran qu'au Venezuela ou à Gaza, au Groenland, en Ukraine et à Cuba. C'est contre ces logiques de prédation qu'il faut se battre, et non contre sa personnification, qui vise à mystifier les prolétaires en les faisant participer aux rivalités entre bourgeoisies.

Le 4 mai, nous commémorons les martyrs du massacre de Haymarket Square, lorsque des prolétaires ont été assassinés par la troupe alors qu'ils exigeaient de meilleures conditions de travail. Nous faisons nôtres leur héritage et leur combat, qui ont marqué des générations entières de travailleurs et donné naissance au mouvement du 1er mai pour la journée de huit heures de travail. Cependant, force est de constater que la classe ouvrière semble relativement passive aujourd'hui, résultat de près d'un siècle de contre-révolution stalinienne. Mais ce géant endormi qu'est le prolétariat ne le restera pas éternellement. La marche vers la guerre impérialiste généralisée, dont l'économie de guerre et la remilitarisation forcée constituent les premiers signes avant-coureurs, vont nécessairement conduire à une intensification des attaques contre le prolétariat, déjà visibles en Ukraine et en Russie.

Le dernier exemple en date en fournit une démonstration éloquente. Pour approuver un budget 2027 qui comprend une hausse historique des dépenses militaires, le gouvernement de coalition allemand socialiste-conservateur (SPD-

1 C'est notamment le cas en Asie (Nations Unies, 22 mars 2026 et Le Monde, 4 avril 2026) ou en Afrique (Nations Unies, 13 avril 2026 et Le Monde, 13 avril 2026)

2 Selon le FMI, « *le nombre de conflits actifs a récemment bondi et a atteint un niveau inédit (!) depuis la fin de la seconde guerre mondiale* ». Cf Le Monde, 13 avril 2026

CDU/CSU) a réduit de près de 40 milliards les dépenses sociales, notamment dans le domaine de la santé et de la protection sociale[3]. Dans le même temps, les effets de cette nouvelle crise économique se font déjà durement ressentir, et les travailleurs se mobilisent face à la dégradation de leurs conditions de travail, comme en Inde, où des dizaines de milliers de prolétaires se sont mobilisés pour de meilleurs salaires malgré une répression féroce[4].

Tous les indicateurs démontrent l'état de pourrissement et de décomposition avancé du capitalisme : l'extrême pauvreté augmente dans les pays périphériques après des décennies de diminution liées à la mondialisation ; le développement humain stagne voire régresse dans le monde ; la crise climatique s'accélère ; les crises économiques internationales se multiplient à intervalles réguliers, provoquant misère et paupérisation des classes laborieuses, tandis que leurs conditions de vie se dégradent sous l'effet des politiques d'austérité et de la marche à la guerre[5].

Face à cette rechute dans la barbarie, que dénonçaient déjà en leur temps Friedrich Engels et Rosa Luxembourg, la seule issue réside dans la lutte à mort contre ce système décadent, c'est-à-dire dans la révolution communiste mondiale. Si celle-ci peut aujourd'hui sembler lointaine, tandis que s'assombrissent les perspectives pour l'humanité, nous pouvons toutefois reprendre les mots de Karl Marx en affirmant que « la révolution est aussi certaine que si elle avait déjà eu lieu ».

Tant qu'existera une société divisée en classes aux intérêts antagonistes, la lutte se poursuivra jusqu'à l'émancipation complète du genre humain. Tant qu'existeront des puissances impérialistes en concurrence pour la conquête de nouveaux marchés et cherchant à affaiblir leurs rivaux, les conflits persisteront, avec la menace permanente d'une nouvelle boucherie généralisée. Tant qu'existera une économie fondée sur la recherche du profit et les impératifs du marché plutôt que sur la satisfaction des besoins, la classe ouvrière restera exploitée par la bourgeoisie et subira les effets de la multiplication des crises économiques et sociales. Aucune programme électoral, aucune réforme, ne pourra jamais y remédier. Mais nous savons aussi que face à ces attaques, y compris jusque dans sa chair lorsqu'il sera mobilisé ou qu'il subira les pénuries et la faim, le prolétariat ne restera pas indifférent, pas plus qu'il ne l'a été en février et octobre 1917 en Russie. Notre tâche, en tant que communistes révolutionnaires internationalistes, est de nous préparer et de nous regrouper pour participer à ces futurs affrontements de classe. A notre niveau, et avec nos faibles moyens, c'est ce que nous nous efforçons de faire. Dans cette période pleine de dangers et d'incertitudes, il nous apparaît primordial de s'engager pour participer à la construction du Parti international de demain. Que chacun prenne sa part !

Groupe Révolutionnaire Internationaliste
Le 30 avril 2026

3 El Mundo, 28 avril 2026
4 Tendance Communiste Internationaliste, le 20 avril 2026
5 Cf par exemple l'Humanité, le 24 avril 2026 ; The Economist, le 6 mai 2025 ; The Conversation, le 28 novembre 2024 ou La Tribune, le 30 avril 2026

1er mai 2026 : Pas de sacrifices pour ce système - Contre la guerre et toutes les formes de nationalisme

La crise capitaliste ne fait que s'aggraver, et la guerre mondiale devient une réalité de plus en plus probable. Cette crise, due à un manque de plus-value suffisante, étend la concurrence entre capitalistes en une lutte entre États. Chaque État est embourbé dans une lutte existentielle au sein de la hiérarchie impérialiste. La seule « issue » réside dans la destruction massive du capital, dans l'espoir de pouvoir inaugurer un nouveau cycle de réalisation de profits.

La seule solution qu'ils ont à offrir est la guerre impérialiste généralisée

Malgré les promesses de paix, de cessez-le-feu ou du « Conseil de la Paix », les guerres impérialistes continuent de faire rage à travers le monde, que ce soit en Ukraine, au Soudan, au Congo, en Asie du Sud, à Gaza ou en Iran, et cela ne prend même pas en compte la « guerre économique » en cours comme le blocus continu des États-Unis contre Cuba. Non content de cela, le système capitaliste se dirige vers encore plus de massacres avec des dépenses militaires toujours croissantes et un rythme écœurant de réarmement. Face à des profits stagnants, la classe dirigeante est prête à accepter une souffrance humaine incommensurable. Elle est prête à pousser le système vers une barbarie encore plus inimaginable.

Les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient consolident les alliances impérialistes et définissent les intérêts ; elles sont un prélude à une autre guerre mondiale. Les États-Unis se préparent à la guerre contre la Chine en tentant de briser l'alliance de circonstance Chine-Russie-Iran. Depuis des décennies, les États-Unis voient la Chine comme leur principale menace face à leurs exigences impérialistes expansives. La politique de l'administration Trump envers la Chine est largement guidée par les mêmes prémisses stratégiques que celles d'Obama et de Biden. Peu importe quel politicien dirige les États-Unis, l'augmentation du protectionnisme et des sanctions pour freiner l'économie et l'armée chinoises, ainsi que le ciblage des alliés de la Chine, constituent une préparation bipartisane à une guerre future. Les hostilités entre les États-Unis et la Chine ne peuvent que continuer à croître sous la pression de la concurrence impérialiste. Les États-Unis sont dans une situation de quitte ou double pour éliminer leur principal rival alors que la crise de rentabilité s'approfondit.

La frénésie guerrière des États-Unis à travers le monde s'inscrit donc dans la préparation d'une guerre contre la Chine. En tentant d'éliminer les alliés de la Chine au Venezuela, à Cuba, en Iran et en Russie, ils se préparent au combat principal. En Amérique latine, où la Chine n'a cessé de renforcer sa présence au cours des vingt dernières années, Trump envoie un message clair à travers l'enlèvement de Maduro au Venezuela et les menaces croissantes contre Cuba. La guerre brutale qui fait rage en Ukraine a été reprise par l'OTAN pour saigner la Russie à blanc et isoler la Chine. La guerre permanente menée par les États-Unis et Israël au Moyen-Orient peut être considérée comme un exemple à petite échelle de la stratégie contre la Chine : d'abord les alliés plus faibles que sont le Hezbollah, le Hamas et les Houthis, puis l'Iran lui-même, une fois isolé. Cette stratégie ne restera pas sans réponse ; la guerre sanglante de position ne s'arrêtera pas. Tous les capitalistes, quelle que soit leur nation, sont poussés à continuer de se plier aux diktats de l'accumulation du capital ; en tant que classe, ils choisissent donc la guerre plutôt que la stagnation persistante.

Partout, les travailleurs sont confrontés à une austérité extrême, à la misère, à la mort et aux déplacements, alors que la pression en faveur d'un nouveau carnage mondial s'intensifie. Partout, la classe ouvrière est contrainte de payer le prix de la crise insoluble de rentabilité du capitalisme, qui est à l'origine de toutes les guerres impérialistes et de la barbarie. Les États se réarment tous,

choisissant « les armes plutôt que le beurre ». Ce sont les armes qui peuvent leur assurer une plus grande part des profits futurs, alors que l'exploitation capitaliste « normale » n'offre plus grand-chose. Les budgets consacrés aux dépenses militaires en Allemagne et en Italie ont à peu près doublé au cours des cinq dernières années, tandis qu'en France, l'âge de la retraite a été repoussé pour équilibrer le budget de la guerre.

Les travailleurs vivent une situation sociale qui s'effondre – nous le ressentons chaque jour lorsque nos salaires sont rongés par l'inflation ou par l'augmentation de la charge de travail, lorsque le coût de la nourriture et des produits essentiels reste hors de portée, ou lorsque nous sommes expulsés et privés d'aides sociales. Le pire est lorsque votre prétendue nation exige que vous combattiez et tuiez nos propres sœurs et frères de classe. Qu'a fait votre nation pour vous ? Que signifie « notre pays » ? Nous n'en possédons que peu ou rien – sauf notre force de travail, qui est exploitée dans l'intérêt de « notre nation ». Telle est la situation dans chaque pays – la classe capitaliste mondiale est unie dans l'exploitation du prolétariat. Toutes les guerres sont impérialistes et réactionnaires et il n'y a aucune perspective en leur sein pour le prolétariat, sinon une exploitation continue, une humiliation et des sacrifices afin que notre ennemi de classe puisse maintenir sous perfusion un système capitaliste moribond.

Pour le prolétariat, il n'y a pas de patrie à soutenir. Même s'ils se drapent dans des slogans « anti-impérialistes », ceux qui soutiennent une guerre, quelle qu'elle soit, choisissent un capitaliste plutôt qu'un autre. Depuis l'avènement de l'ère impérialiste avec la Première Guerre mondiale, le capitaliste ne peut jouer qu'un rôle réactionnaire et se battre bec et ongles pour la survie du capital social de sa nation. Toute activité autonome du prolétariat est écrasée au nom de la défense de la « nation » (c'est-à-dire des profits). La répression intérieure se multiplie de manière exponentielle contre les travailleurs, comme on le voit dans toutes les guerres actuelles et dans la réponse de l'État envers les travailleurs en Ukraine, en Iran, à Gaza et au Moyen-Orient. Aux États-Unis et dans d'autres États impérialistes qui se réarment pour la guerre, la répression et la xénophobie disciplinent les travailleurs en créant une frange plus précaire de travailleurs terrifiés à exploiter brutalement.

Seule la classe ouvrière peut arrêter la guerre

La classe ouvrière – qui représente la majorité de la population mondiale – est la seule force capable de mettre un terme à notre paupérisation croissante, à la dégradation de la planète et à la marche vers une guerre totale. Les revendications économiques des travailleurs se heurtent déjà à la volonté belliciste du capitalisme. Lorsque les travailleurs se battent pour des salaires plus élevés, des conditions de travail plus sûres, une réduction du temps de travail ou de meilleurs effectifs, ils se heurtent à une résistance farouche de la part des patrons et de leur État. Dans divers pays, les gouvernements déclarent les grèves illégales au nom de la défense nationale, tandis que sur le « front intérieur » des États capitalistes en guerre, les travailleurs sont plongés dans la misère par l'économie de guerre. L'attaque capitaliste contre le niveau de vie des travailleurs revêt un caractère politique direct. Dès lors que la lutte défensive de la classe ouvrière prendra également un caractère offensif, politique et anticapitaliste, elle disposera des outils nécessaires pour mettre fin une fois pour toutes au cycle des massacres impérialistes.

Le massacre de masse de la Première Guerre mondiale impérialiste a été arrêté par des soulèvements, des mutineries et des grèves. Le défaitisme révolutionnaire a pris une forme concrète lorsque, en Russie, le prolétariat organisé en conseils a pris le pouvoir et imposé la fin des hostilités, et lorsque des manifestations de masse à Berlin et Vienne en 1918 ont forcé la fin de la guerre. Cela a marqué le début d'une vague révolutionnaire internationale qui a ébranlé le capitalisme jusqu'à ses fondations. La spontanéité et l'action indépendante de la classe sont importantes et nécessaires. Pourtant, il faut noter qu'elles sont nécessaires mais non suffisantes pour surmonter définitivement le système capitaliste. Sans une force révolutionnaire organisée capable de fournir une direction

politique et une perspective révolutionnaire à un mouvement anticapitaliste, chaque soulèvement court inévitablement le risque d'être absorbé par les forces de ce système. Un parti révolutionnaire, en revanche, qui a lutté pour se faire reconnaître et s'établir au sein de la classe par une participation active à la lutte de classe, peut servir de point de référence politique révolutionnaire et œuvrer à ce que la classe ouvrière ne s'arrête pas à mi-chemin. Lorsque la préparation théorique et pratique des révolutionnaires organisés est combinée à la capacité de lutte et d'organisation de la classe, ce système peut être renversé.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation différente de celle du passé et sommes loin d'avoir constitué un parti communiste mondial. Néanmoins, les conditions fondamentales de l'exploitation capitaliste restent les mêmes. Cela ne nous dispense pas pour autant de la tâche de travailler à la création d'un parti révolutionnaire international. Lénine l'avait si bien observé :

« *Les tactiques d'agitation concernant une question particulière, ou celles relatives à un aspect de l'organisation du parti, peuvent être modifiées en vingt-quatre heures ; mais seuls des individus dépourvus de tout principe sont capables de changer, en vingt-quatre heures, ou d'ailleurs en vingt-quatre mois, leur opinion sur la nécessité - en général, constante et absolue - d'une organisation de lutte et d'agitation politique parmi les masses. Il est ridicule d'invoquer des circonstances différentes et un changement d'époque : la construction d'une organisation de lutte et la conduite de l'agitation politique sont essentielles dans toutes les circonstances « mornes et paisibles », à n'importe quelle époque, même si celle-ci est marquée par un « déclin de l'esprit révolutionnaire » ; de plus, c'est précisément dans de telles périodes et dans de telles circonstances que ce type de travail est particulièrement nécessaire, car il est trop tard pour former l'organisation en période d'explosion et de soulèvements ; le parti doit être prêt à lancer l'action à tout moment* » (Lénine, Par où commencer ?, 1901).

Cela a été confirmé par l'expérience historique de notre classe. L'absence d'un parti révolutionnaire solidement établi a eu des conséquences dramatiques pour la Révolution allemande en 1918–1919. La classe ouvrière avait en effet réussi à renverser l'Empire allemand. Mais alors, avec les sociaux-démocrates, un autre acteur a commencé à fixer l'agenda politique. Ils se présentaient comme un « parti de masse socialiste » modéré. Pourtant, en réalité, ils n'agissaient pas comme l'aile droite modérée du mouvement ouvrier mais comme l'aile gauche du capital. Ils ont remplacé la lutte de classe par « la loi et l'ordre », les conseils par le parlement, et la révolution par la réforme. Alors que la fenêtre révolutionnaire reste ouverte, voilà à quoi peut ressembler l'absence d'un parti ouvrier digne de ce nom. Tandis qu'ils désarmaient et désorientaient politiquement la grande majorité de la classe ouvrière par toutes sortes de manœuvres, en tant que pilier de la République de Weimar ils ont donné libre cours aux corps francs proto-fascistes contre les éléments radicaux. La terreur sanglante de ces unités a préparé le terrain pour la dictature fasciste ultérieure.

La défaite de la Révolution allemande a eu des conséquences fatales pour la vague révolutionnaire internationale. L'isolement de la Révolution russe a finalement conduit à sa transformation en son contraire – l'établissement d'un capitalisme d'État dictatorial qui, pour le plus grand plaisir de tous les réactionnaires, se faisait passer pour du « socialisme ».

Que faire ?

Les expériences traumatisantes du stalinisme ont conduit à beaucoup de confusion et, en même temps, ont considérablement renforcé l'arsenal de propagande idéologique de la classe dirigeante. Les défaites profondes du XX^{e} siècle ont affaibli la solidarité et l'esprit combatif de notre classe, avec pour résultat que les luttes défensives réussies sont rares et font face à de grands défis. La domination du capital apparaît incontestée. Les chances pour que la politique révolutionnaire prenne racine dans la lutte de classe ne sont pas bonnes. Les organisations politiques qui défendent les principes internationalistes de la révolution prolétarienne ont, au mieux, une présence limitée dans les luttes de la classe ouvrière au sens large. Cela n'est qu'une

expression – peut-être la plus décisive – de la profonde faiblesse de notre classe.

Dans ce contexte, nous devons reconnaître et formuler clairement à la fois le danger d'une guerre impérialiste généralisée et l'extrême faiblesse de la politique révolutionnaire. Les différences politiques entre révolutionnaires reflètent des problèmes réels. Pourtant, nous ne pouvons pas nous permettre de nous enliser dans des polémiques sans fin et des débats sans but.

Au lieu de nous complaire dans des critiques et des querelles sans but ni direction, pour nous, surmonter réellement les controverses entre révolutionnaires nécessite une nouvelle vie au sein de la classe ouvrière, à travers laquelle les questions politiques soulevées par la lutte peuvent former la base sur laquelle construire l'unité entre révolutionnaires ; car ce n'est que dans la dynamique concrète de la lutte de classe - non plus de manière sporadique et dans des incidents isolés, mais à une échelle de masse - que les différentes positions théoriques et politiques descendront des « cieux » de la théorie pour trouver confirmation ou réfutation dans la réalité matérielle de la lutte de classe elle-même. Ceux qui pensent détenir le monopole exclusif de la vérité seront relégués à l'insignifiance.

Malgré la faiblesse actuelle de notre classe, il existe un besoin aigu pour ceux qui défendent les principes internationalistes et rejettent toutes les formes de nationalisme de s'unir sous une bannière commune. Partout où elle se développe, la lutte de classe entre inévitablement en conflit avec les préparatifs de guerre en cours. Cela ouvre la possibilité que des positions internationalistes soient adoptées dans les luttes – en particulier parmi les secteurs avancés de la classe – et que la lutte contre la guerre capitaliste soit mise à l'ordre du jour. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre soutien aux comités « Pas de guerre sauf la guerre de classe », qui rassemblent des révolutionnaires sur la base de l'internationalisme et visent à intervenir dans les luttes locales. Bien qu'ils ne soient ni un substitut au parti ni une voie vers sa formation, ces comités peuvent organiser une réponse politique aux guerres impérialistes qui dépasse les capacités des organisations individuelles.

Nos bases pour une telle coopération, qui adopte une position clairement de classe et exclut les héritages politiques de la social-démocratie (ancienne et nouvelle) et de la contre-révolution stalinienne, y compris ses dérivés - à savoir le stalinisme, le maoïsme et le trotskysme - sont les cinq points suivants :

* Contre le capitalisme, l'impérialisme et toutes les formes de nationalisme ! Aucun soutien à aucune bourgeoisie nationale, aux « moindres maux » ou aux États en formation !
* Pour une société dans laquelle les États, le travail salarié, la propriété privée, l'argent et la production orientée vers le profit sont remplacés par un monde de producteurs librement associés !
* Contre les attaques économiques et politiques que les guerres actuelles et à venir feront subir à la classe ouvrière !
* Pour la lutte auto-organisée de la classe ouvrière, pour la formation de comités de grève indépendants, d'assemblées de masse et de conseils ouvriers !
* Contre l'oppression et l'exploitation, pour l'unité de la classe ouvrière et l'alliance des internationalistes authentiques !

Nous appelons une fois de plus tous ceux qui s'identifient à ces points et reconnaissent la gravité de la situation actuelle à mettre en place de tels comités dans leurs régions ou à rejoindre ceux existants

Tendance Communiste Internationaliste
1er mai 2026

Bilan de la réunion publique du 7 mars 2026

Le GRI a organisé une réunion publique, le 7 mars 2026, à Paris, centrée essentiellement sur la situation internationale. 23 personnes y ont participé. Parmi elles, des militants ou sympathisants du CCI, du PCI-Le Prolétaire, du PCI Cahiers Internationalistes ou du GIGC, un camarade de la CNT-SO, ainsi que plusieurs personnes non affiliées politiquement mais se considérant proches des idées de la gauche communiste. Un premier constat s'impose : si nous ne pouvons qu'être conscients du faible nombre de participants, dans un contexte peu favorable au développement des idées révolutionnaires, où le milieu de la gauche communiste est éclaté et marche à contre-courant face aux mouvements réactionnaires, nationalistes ou gauchistes, nous pouvons cependant nous réjouir du fait que près de la moitié de la salle était composée de jeunes éléments, nouvellement intéressés par les idées de la gauche communiste.

La discussion a débuté par un propos liminaire de notre organisation (cf ci-dessous) reprenant les grandes lignes de notre analyse de la situation internationale. Cette dernière se caractérise, selon nous, par une marche vers la guerre généralisée, dont témoigne la montée des tensions inter-impérialistes entre le bloc russo-chinois et le bloc occidental et la multiplication des foyers guerriers, notamment en Iran et en Ukraine ; un renforcement de l'impérialisme américain dans son pré-carré au Moyen-Orient et en Amérique latine ; une remilitarisation des économies ; et enfin une crise historique de rentabilité du capital, à la base des conflits mondiaux pour le repartage du monde. Elle a été divisé en deux parties. D'abord, comment analyser la situation internationale ? Ensuite, comment les minorités révolutionnaires doivent-elles intervenir au sein de la classe pour lutter contre la marche à la guerre et la multiplication des conflits ?

Un consensus s'est rapidement dégagé quant à la perspective catastrophique et barbare vers laquelle nous mène le capitalisme. Les militants présents du GIGC et des PCI ont approuvé la thèse selon laquelle le capitalisme décadent, qui ne parvient pas à relancer un nouveau cycle de croissance depuis le début des années 1970, et confronté à une baisse du taux de profit, nous entraîne inévitablement vers une polarisation et un affrontement entre deux blocs (Chine et États-Unis), qui ne peut conduire qu'au déclenchement d'une troisième guerre mondiale pour l'accaparement des ressources et la conquête de nouveaux marchés face à la crise de surproduction. Néanmoins, les militants du CCI ont défendu une toute autre perspective : la situation ne correspondrait pas à une marche vers un conflit généralisé, mais davantage à une multiplication de conflits locaux ou régionaux aux potentialités catastrophiques, capables de détruire toute vie humaine. Tout ne serait en réalité qu'anarchie, chaos et irrationalité. Selon ces militants, il n'existerait pas de polarisation entre deux blocs, puisque les blocs auraient disparu depuis la fin de la guerre froide, et même en leur sein, il existerait des tensions qui les empêcheraient de se structurer dans la durée.

A cela plusieurs intervenants ont affirmé que les blocs et alliances ne sont jamais fixes, ils évoluent, y compris en plein conflit. Avant la Seconde Guerre mondiale, les blocs n'étaient toujours pas fixes (l'Italie fasciste a longtemps été alliée des démocraties occidentales tout au long des années 1930, et l'URSS a été alliée de l'Allemagne nazie avant de se rapprocher des Alliés en 1941). Par ailleurs, le CCI confond les contradictions fondamentales entre les blocs pour le partage du monde, et les contradictions secondaires au sein même des blocs. Qui peut affirmer aujourd'hui que les puissances européennes sont en opposition avec les États-Unis ? Ne voit-on pas, au contraire, un alignement constant sur leurs logiques prédatrices et guerrières ?

Les puissances qui se distanciaient autrefois des États-Unis, comme la France ou l'Allemagne, sont aujourd'hui pleinement intégrées dans l'OTAN face à l'ennemi commun russo-chinois.

La seconde partie concernant l'intervention des minorités internationalistes et communistes révolutionnaires au sein de la classe a provoqué de plus amples débats. Nous avons défendu la formation des comités No War But Class War (Pas de guerre mais guerre de classe !), qui visent à regrouper les minorités internationalistes, intervenir dans la lutte de classe au quotidien, organiser des réunions publiques sur le danger de la marche à la guerre, et établir un lien direct entre les attaques anti-ouvrières qui vont se multiplier dans les prochaines années et la marche à la guerre.

Les différents PCI ainsi que le CCI considèrent que ces comités sont un « bluff », des « coquilles vides » ou encore une alliance « opportuniste » avec les anarchistes. A l'inverse, nous estimons que ces comités permettent de lutter contre le sectarisme de parti et l'éparpillement des révolutionnaires internationalistes, qui partagent pourtant un même rejet de la guerre impérialiste et de l'ensemble des camps bourgeois en lutte pour la conquête des ressources et le partage de la plus-value mondiale, et qui considèrent que la classe ouvrière est la seule classe capable de mettre un terme à la barbarie capitaliste dont le paroxysme est la guerre. Une minorité d'organisations anarchistes partagent ce point de vue. Cela ne signifie pas pour autant que nous nions les différences qui distinguent nos deux courants. La tradition anarchiste privilégie des modes d'action individuels contre la guerre, tandis que la tradition marxiste privilégie, quant à elle, l'action collective de la classe ouvrière, la lutte de classe. Nous considérons néanmoins que nous partageons une base solide de positions communes : les cinq points des comités NWBCW, les mots d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, de défaitisme et de fraternisation des opprimés, ainsi qu'une analyse commune des causes de la guerre, qui nous permet de travailler ensemble.

Un autre point de désaccord concerne la question des luttes économiques immédiates et la situation de la lutte des classes à l'échelle internationale. Sur le premier point, le camarade du GIGC considère que notre analyse tend à nier ou à relativiser l'intérêt pour les communistes de participer à ces luttes. Nous renvoyons les lecteurs intéressés par cette question aux *Thèses sur le rôle des communistes dans les luttes économiques de la classe ouvrière*[6]. Sur le second point, et à l'inverse du CCI, nous ne considérons pas qu'il existerait une reprise historique de la lutte de classe. Certes, il existe des mouvements qui montrent une forme de revitalisation de la lutte de classe, en Europe ou aux États-Unis en 2022-2023, et dans certains pays comme l'Inde, la Chine ou l'Iran. Cependant, ces luttes restent encore lourdement marquées par le poids de la contre-révolution, et l'influence persistante du syndicalisme, du nationalisme, du démocratisme ou du gauchisme, qui les condamnent invariablement à la défaite.

Malgré ces critiques, la réunion s'est déroulée dans un cadre fraternel, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir. Nous considérons que ces espaces de discussion, de réflexion et de débat sont essentiels dans une période lourde de dangers pour la classe ouvrière, non seulement pour confronter les points de vue et opinions des militants et sympathisants de la gauche communiste, mais aussi pour proposer un débouché politique aux personnes nouvellement intéressées par les propositions des minorités internationalistes révolutionnaires.

Propos liminaire

Nous ne pouvons pas commencer cette réunion sur la situation internationale sans évoquer la situation en Iran. Ce 28 février, les forces armées israéliennes, en coordination avec celles des États-Unis, ont lancé une opération militaire sans précédent contre la République islamique d'Iran. Cette attaque, planifiée depuis des mois, s'inscrivait pourtant dans le cadre de négociations indirectes entre les autorités iraniennes et américaines, sur la question du programme nucléaire iranien notamment, alors même que le gouvernement américain renforçait sa présence militaire dans la région. Des lieux de pouvoir et militaires stratégiques ont été visés, ainsi que la

6 Tendance Communiste Internationaliste, le 26 février 2016

résidence du guide suprême iranien. On a appris dès le lendemain que plusieurs hauts dignitaires du régime, notamment l'ayatollah Khamenei, étaient morts à la suite de frappes conjointes israélo-américaines.

Que l'on ne se méprenne pas : l'objectif de l'intervention n'est pas simplement de mettre un terme au programme nucléaire iranien, ou d'empêcher que le programme balistique puisse à terme viser le territoire américain, comme l'évoque la propagande gouvernementale pour le moins confuse des derniers jours. Tous les spécialistes considèrent qu'en l'état actuel, cela prendrait plusieurs années voire décennies pour y parvenir. L'objectif visé est tout autre : il s'agit clairement d'obtenir la capitulation du régime iranien, dans le cadre de la montée des tensions inter-impérialistes entre le bloc de l'OTAN dominé par les États-Unis, et le bloc russo-chinois, allié de l'Iran mais profondément affaibli depuis quelques années. Entre autres exemples qui témoignent de cet affaiblissement : l'essoufflement de l'économie de guerre russe et l'absence de progression de son armée sur le terrain, l'affaiblissement des alliés de l'Iran au Liban (le Hezbollah) et à Gaza (le Hamas), la crise économique historique à Cuba et la perte de légitimité du régime castriste aux yeux de sa population, ou encore l'alignement récent du Venezuela et de la Syrie sur les intérêts étasuniens, après avoir longtemps été alliés de l'Axe de la résistance.

Les États-Unis, Israël et l'Iran avaient déjà connu une première guerre en juin 2025, qui avait duré douze jours, lorsque les installations nucléaires de l'Iran avaient été bombardées et partiellement détruites. Il s'agit désormais non seulement de détruire totalement l'arsenal militaire de la république islamique pour imposer la domination des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés sur le Moyen-Orient, zone hautement stratégique pour ses ressources pétrolières et gazières et perçu par les Américains comme leur pré-carré, mais aussi de provoquer un changement de régime, plus favorable aux intérêts étasuniens, comme cela a eu lieu au Venezuela il y a un mois à peine. Pour rappel, le 3 janvier 2026, le président du Venezuela Nicolas Maduro est enlevé par les forces spéciales américaines. Il est remplacé par sa vice présidente Delcy Rodriguez, qui décide de s'aligner complètement sur les demandes américaines. Les ressources naturelles sont privatisées (pétrole, gaz, ressources minières) et accaparées par des entreprises étrangères, essentiellement américaines.

Dans les deux cas, la prise de contrôle des ressources naturelles stratégiques est centrale dans la décision d'intervenir militairement : l'objectif du renversement de Nicolas Maduro n'est aucunement la défense de ladite « démocratie » face à la tyrannie, comme certains l'ont prétendu pour justifier le coup d'état, mais 1/ la conquête des principales réserves de pétrole au monde au bénéfice des seuls États-Unis et 2/ l'affaiblissement du bloc russo-chinois. La Chine bénéficiait en effet largement des exportations de pétrole du Venezuela, puisqu'elle en absorbait 80 %, de la même manière que Cuba. En Iran, là encore, il s'agit de contrôler les gigantesques mannes pétrolières du pays au seul bénéfice des intérêts américains et au détriment de ceux de la Chine, qui en bénéficie à un prix défiant toute concurrence en raison des sanctions et dont Pékin dépend largement pour son approvisionnement pétrolier.

Ces conflits s'inscrivent dans une montée des tensions inter-impérialistes, une remilitarisation des économies, et la marche à la guerre généralisée. Russie-Ukraine, Palestine-Israël, États-Unis contre le Venezuela ou l'Iran : autant d'affrontements par proxy (ou guerres par procuration) visant à affaiblir l'autre camp. Les récentes tensions autour du Groenland en témoignent également : si les États-Unis n'avaient aucun intérêt à provoquer d'inutiles tensions ou scissions au sein du camp occidental, ils ont par contre tout intérêt à prendre le contrôle des terres rares et ressources minières du Groenland, cruciales pour le bon fonctionnement de l'industrie, ainsi que de sécuriser les voies maritimes dans l'Arctique face aux prétentions russes.

Si ces conflits régionaux ont tous des causes qui leur sont propres (l'accès au pétrole, l'élargissement de l'Otan à l'Est, le renforcement de l'impérialisme américain dans son pré-carré au Moyen-Orient et en Amérique latine par exemple), ils s'insèrent néanmoins dans le cadre d'une crise historique de rentabilité du capital, à la base des conflits généralisés. Le panorama de l'économie mondiale est en effet sombre : depuis la fin des Trente Glorieuses au début des années 1970, on observe un déclin continu du taux de croissance mondial et du taux de profit.

Cela concerne évidemment en premier lieu les États-Unis et l'Europe, mais aussi des puissances émergentes comme la Chine, qui connaît une chute de la consommation, une crise de surproduction et une bulle spéculative autour du secteur immobilier qui menace de s'effondrer. Les gains de productivité à l'échelle internationale sont de plus en plus faibles, et on peut douter de l'impact de l'intelligence artificielle sur ces derniers, qui seraient largement surestimés selon certains économistes. Des investissements faramineux de plusieurs centaines de milliards de dollars ont été décidés par une poignée d'entreprises multinationales, mais sans que cela ne se répercute pour le moment sur l'économie réelle et sur les bénéfices de ces entreprises, d'où la crainte de l'émergence d'une bulle spéculative autour de l'IA. Sans ces investissements pharaoniques, l'économie américaine serait presque en récession. L'exemple américain témoigne clairement des évolutions récentes du capitalisme financiarisé : une économie réelle moribonde, et un secteur technologique et financier en plein boom, sans répercussions concrètes sur la première. Il s'agit là de la fin d'un cycle de croissance, qui ne parvient plus à redémarrer depuis près de 50 ans, et ce alors que les crises économiques se multiplient à intervalles réguliers tous les 10 ans.

Les principales puissances capitalistes et impérialistes, à la recherche de débouchés et de nouveaux marchés face à la surproduction et à la baisse du taux de profit, doivent les conquérir par tous les moyens à leur disposition, y compris la voie militaire qui n'est autre que la continuation de la politique par d'autres moyens, tant que cela permet d'affaiblir le camp adverse. Ces aventures militaires américaines, bien éloignées de l'isolationnisme initial du camp trumpiste, visent clairement à déstructurer le camp anti-américain en affaiblissant économiquement, politiquement et militairement les alliés de Moscou et de Pékin. Non seulement par des menaces et sanctions économiques (Panama, Inde, etc, on le voit notamment avec le cas de l'Amérique latine et le « Bouclier des Amériques » qui vise à protéger les intérêts américains face à l'essor commercial de la Chine dans la région), mais aussi par des opérations directes. Le cas de Cuba en est symptomatique : le gouvernement Trump menace continuellement Cuba d'une intervention militaire pour provoquer un changement de régime, tout en appliquant une politique de sanctions économiques qui vise à provoquer un écroulement du régime pseudo-communiste.

L'hégémonie américaine est aujourd'hui en crise, et les interventions militaires sont l'unique solution pour y faire face. Je cite l'article que nous avons écrit sur la situation au Venezuela :

« *La dette fédérale américaine augmente depuis des décennies et s'élève aujourd'hui à 38 000 milliards de dollars, ce qui signifie que les paiements d'intérêts du gouvernement américain s'élèvent désormais à 1 200 milliards de dollars par an. Cela a fonctionné pendant des décennies parce que le dollar reste la monnaie du commerce mondial. Mais depuis les années 1990, cette domination est remise en question. Les Chinois, les Russes et, de plus en plus, d'autres membres des pays des BRICS ont évité autant que possible le dollar. Le fait que l'Arabie saoudite n'ait pas maintenu l'accord de 1974, dans lequel elle s'engageait à fixer le prix et à vendre son pétrole en dollars, est peut-être le plus révélateur. Et, bien sûr, lorsque la Chine est devenue le principal acheteur de pétrole vénézuélien après les sanctions imposées par Trump en 2016, le dollar a été écarté des échanges commerciaux. Trump est donc prêt à tout pour mettre la main sur toutes les ressources possibles, à commencer par le pétrole vénézuélien. Non seulement la saisie de ses immenses réserves stimulera l'économie américaine, mais elle permettra également de les soustraire à la Chine et, dans le même temps, de défendre le pétrodollar contre les*

producteurs de l'OPEP et la Russie, et de les empêcher de fixer les prix du pétrole »[7].

Tous les États se préparent aujourd'hui à la guerre, et au risque de guerre généralisée. C'est vrai des pays européens qui se réarment et qui prévoient un conflit direct avec la Russie dans les prochaines années, c'est vrai des États-Unis qui veulent doubler leur budget militaire, mais c'est également le cas pour la Chine, qui s'y prépare activement en renforçant son arsenal militaire, notamment dans la marine. L'objectif est de préparer un blocus autour de Taïwan, en mer de Chine orientale, qui est un acteur central pour la fabrication des semi-conducteurs dont dépendent amplement les principaux secteurs de l'économie mondiale. On observe également la multiplication des conflits en mer de Chine méridionale et en Océanie, qui sont des routes maritimes stratégiques, entre la Chine et les alliés des États-Unis dans la région indo-pacifique. La Chine tente d'étendre sa route de la soie à de nouvelles régions en multipliant les prêts à de petits États pour s'accaparer les matières premières et ressources stratégiques, comme c'est également le cas en Amérique latine et en Afrique.

Pour financer l'économie de guerre, se préparer à de futurs conflits et relancer le taux de profit sans pour autant sacrifier les dépenses régaliennes, les États bourgeois n'ont qu'une seule possibilité : mettre en place des mesures d'austérité visant à trouver de nouvelles ressources pour augmenter les budgets militaires. Cela est assumé cyniquement par tous les gouvernements bourgeois, de droite comme de gauche : la dirigeante social-démocrate du Danemark explique par exemple qu'il faudra travailler jusqu'à 70 ans pour se préparer à la guerre contre la Russie, tandis que le gouvernement conservateur allemand dénonce l'absence de réformes structurelles en France pour financer les 5 % de budget destinés à l'armée à l'horizon 2035. Pourtant, les budgets successifs en France s'inscrivent clairement dans cette même logique : compression des dépenses publiques et notamment des dépenses sociales, attaques anti-ouvrières sur les retraites, l'assurance chômage ou la sécurité sociale, et augmentation drastique des budgets régaliens.

Face à cette montée des tensions sociales, économiques et impérialistes, la classe ouvrière ne peut avoir aucune confiance dans ses faux amis. Encore récemment, en France, nous avons vu la plupart des syndicats accepter des coupes drastiques sur l'assurance chômage, au delà même des demandes du gouvernement. Ceux-là même qui n'ont rien fait contre le budget austéritaire de Lecornu-Macron, comprenant près d'une dizaine de milliards de coupes budgétaires, si ce n'est quelques manifestations-promenades qui n'ont réuni que quelques dizaines de milliers de participants au mieux. En France, tous les partis sont en faveur de l'augmentation historique des dépenses militaires, de l'extrême droite jusqu'à la gauche radicale (LFI, PCF). En Europe, gouvernements de gauche et de droite membres de l'OTAN sont alliés pour suivre à la lettre les desiderata de Trump et augmenter les budgets militaires au détriment des dépenses sociales, avec la complaisance des organisations syndicales. Tous les gouvernements soi-disant « anti-impérialistes » cherchent également à se rapprocher de Trump et obéissent à ses moindres demandes par crainte des représailles. La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même pour faire face aux attaques anti-ouvrières qui vont se multiplier dans les prochains mois et les prochaines années, en raison justement de la crise de rentabilité du capital et de la remilitarisation des économies. Pour ce faire, la Tendance Communiste Internationaliste a défendu le regroupement des minorités révolutionnaires au sein des comités No War But Class War (Pas de guerre, mais guerre de classe !), dans l'objectif de défendre des mots d'ordre internationalistes prolétariens, sur la base de cinq points fondamentaux :

1- Contre le capitalisme, l'impérialisme et tous les nationalismes. Aucun soutien à chaque Capital national, au « moindre mal » ou aux États en formation, aux « Démocraties » contre les « Totalitarismes ».

7 Tendance Communiste Internationaliste, le 17 janvier 2026

2- Pour une société où les États, le travail salarié, la propriété privée, l'argent et la production pour le profit sont remplacés par un monde de producteurs librement associés.

3- Contre les attaques économiques et politiques que la guerre actuelle, et celles à venir, vont déchaîner contre la classe ouvrière.

4- Pour la lutte auto-organisée de la classe ouvrière, pour la formation de comités de grève indépendants, d'assemblées de masse et de conseils ouvriers.

5- Contre l'oppression et l'exploitation, pour l'unité de la classe ouvrière et le rassemblement des authentiques internationalistes.

Plusieurs comités ont déjà été fondés depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, en Corée du Sud, en Italie, au Royaume-Uni, en Turquie, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou au Népal. Ils permettent 1- de regrouper les minorités internationalistes révolutionnaires au delà du sectarisme de parti qui prédomine largement dans le milieu de la gauche communiste, 2- de diffuser les positions internationalistes intransigeantes lors de manifestations ou de réunions publiques, et 3- de faire un lien direct entre la multiplication des attaques anti-ouvrières et la marche à la guerre. Il ne peut y avoir, dans cette situation, qu'un seul mot d'ordre pour tout militant internationaliste révolutionnaire : guerre à la guerre, défaitisme révolutionnaire, affirmation de la lutte de classe sous toutes ses formes contre toute bourgeoisie nationale, et fraternisation des opprimés pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, renversant ce capitalisme pourrissant et décadent.

Aujourd'hui, la situation ne prête évidemment pas à l'optimisme. On a pu observer des exemples de luttes importantes, notamment en 2022 au Royaume-Uni, en France en 2023 pendant la réforme des retraites, en Chine ou en Iran depuis quelques années, mais on ne constate pas pour autant de reprise générale de la lutte des classes. Le nombre de grèves diminue année après année dans la plupart des pays occidentaux, et dans les pays du Sud, périphériques, le prolétariat est souvent absent comme classe, dilué dans des mobilisations démocratiques, citoyennistes et inter-classistes, comme le montre l'exemple du Printemps asiatique.

Cette réunion a pour but de débattre de ces enjeux, de confronter les points de vue des organisations et militants révolutionnaires présents aujourd'hui, et d'interroger les perspectives futures, notamment d'intervention communiste au sein de la classe ouvrière, dans une période peu propice, pleine de dangers pour la classe ouvrière. Je propose de la diviser en deux temps. D'abord, pendant environ 1h30, comment analyser la situation internationale, en termes de conflits guerriers, de crises économiques, d'intensité de la lutte de classe. Ensuite, pendant 1h30 également, que peut-on faire aujourd'hui contre la marche à la guerre ? Comment intervenir au sein de la classe sur cet enjeu ?

Groupe Révolutionnaire Internationaliste
11 mars 2026

Le Moyen-Orient en flammes : prochaine étape vers une guerre capitaliste mondiale

« *Notre aversion pour la guerre ne tient pas seulement à des raisons humanitaires et sentimentales, mais aussi au fait qu'elle est, en définitive, menée contre le prolétariat* » (Onorato Damen, lors de la première conférence du PCInt, le 29 décembre 1945).

Il y a plus de quatre ans, nous brandissions le spectre d'une crise capitaliste insoluble qui menaçait le monde vers une guerre impérialiste généralisée. Deux mois plus tard, la Russie envahissait l'Ukraine. Depuis, la pulsion belliqueuse s'est intensifiée.

Et voilà que les États-Unis mènent une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Trump et Netanyahou ont de nouveau attaqué l'Iran, un peu plus de six mois après que Trump a déclaré lors de la « Guerre des Douze Jours » avoir mis fin à la menace nucléaire iranienne[8], soit un peu plus de six ans après que nous évoquions une nouvelle démonstration de force américaine à l'égard de l'Iran[9]. Il y a six ans, bien que l'Iran fût en position d'infériorité – n'ayant jamais disposé de la puissance militaire américaine, les États-Unis possédant de loin la machine de guerre la plus puissante au monde –, les États-Unis étaient embourbés en Afghanistan, tandis que l'Iran pouvait compter sur ses alliés en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen et en Palestine.

Aujourd'hui, les États-Unis sont libres d'Afghanistan (après avoir subi un sérieux revers les contraignant à rendre le pays à leurs anciens alliés devenus ennemis, les talibans, bien entendu), et la plupart des alliés de l'Iran ont été considérablement affaiblis, voire anéantis; le Hamas et le Hezbollah par Israël, le régime d'Assad par les fantômes de l'EI et d'Al-Qaïda au sein du HTS[10]. L'Iran peut encore compter sur un certain soutien de la part de milices en Irak et du gouvernement de facto du Yémen (la milice chiite des seigneurs de guerre houthis qui contrôle la majeure partie du pays), mais pour l'instant, ses alliés régionaux sont bien plus limités qu'auparavant.

Il y a un an, nous mettions en garde contre le fait que les « cessez-le-feu » n'étaient qu'une pause permettant de se regrouper et de se réarmer en vue d'un nouveau conflit[11]. Depuis, Israël et les États-Unis ont lancé leur offensive majeure contre l'Iran en juin 2025, et voici maintenant cette nouvelle escalade qui nous conduit véritablement au bord d'un conflit désastreux.

L'anarchie croissante des nations en quête d'avantages fait craindre une guerre mondiale à grande échelle. De nombreux conflits limités sont en cours – les guerres civiles au Soudan et au Congo, la guerre en Ukraine, et bien d'autres – qui menacent constamment de déborder de leur cadre régional. La guerre au Moyen-Orient illustre parfaitement ce risque. Après l'attaque menée contre Israël par le Hamas et d'autres groupes armés alliés à Gaza le 7 octobre 2023, nous avions averti que cela risquait d'étendre le conflit[12]. Depuis lors, Israël a attaqué l'Iran, le Liban, le Qatar et la Syrie ; les États-Unis ont attaqué l'Iran ; l'Iran a attaqué Israël, la Syrie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ; et le Yémen a attaqué Israël. Toutes ces attaques accroissent le risque d'extension et d'intensification du conflit.

C'est la conséquence inévitable d'un système capitaliste incapable de résoudre ses propres contradictions, qui se sont accumulées depuis la fin de la période de croissance économique d'après-guerre, la période de reconstruction qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Cette période s'est définitivement achevée au début des années 1970. Incapables de générer des profits suffisants, les États doivent recourir à la guerre pour éliminer

8 Tendance Communiste Internationaliste, le 14 juin 2025
9 Tendance Communiste Internationaliste, le 27 février 2020 et Tendance Communiste Internationaliste, le 30 mai 2019
10 Tendance Communiste Internationaliste, le 14 janvier 2025
11 Tendance Communiste Internationaliste, le 12 février 2025
12 Tendance Communiste Internationaliste, le 11 octobre 2023

leurs concurrents et s'emparer des ressources vitales (pétrole, terres rares et, de plus en plus, eau). La nécessité de la guerre devient une prophétie autoréalisatrice : les guerres sont nécessaires pour contrôler les ressources indispensables aux besoins militaires ; et, sur le plan intérieur, l'austérité et la répression sont nécessaires pour discipliner la classe ouvrière qui, autrement, se révolterait contre les conditions requises pour entrer en guerre. Comme nous l'avons constaté en Iran et aux États-Unis, la militarisation des forces de l'ordre est un prélude à une intervention militaire à l'étranger. Aux États-Unis, cela s'est traduit par le recours à l'ICE pour « faire respecter la législation sur l'immigration », ainsi que par la répression des manifestations du mouvement Black Lives Matter il y a cinq ans ou encore par le programme « Cop Cities » sous l'administration Biden-Harris ; en Iran, la répression brutale de la récente vague de manifestations a fait des milliers de morts – un schéma qui s'est répété maintes fois dans l'histoire de la République islamique. Les propos de Damen en 1945, au lendemain du massacre de la Seconde Guerre mondiale, nous rappellent qu'en fin de compte, c'est la classe ouvrière qui paie le prix le plus élevé, et que, par conséquent, les effets catastrophiques des guerres capitalistes pèsent le plus lourdement sur la classe qui a à la fois le moins à y gagner et qui détient la seule solution à cette folie, en proposant sa propre perspective de révolution communiste.

La « gauche » occidentale s'oppose à cette nouvelle escalade du conflit, mais uniquement dans la mesure où elle s'oppose aux gouvernements américain et israélien. Certains groupes ont déjà appelé à défendre l'Iran et son gouvernement – ce même gouvernement qui, il y a un mois, a massacré des milliers de ses propres citoyens, étouffant dans le sang leurs manifestations contre l'effondrement économique et la répression.

C'est toujours la même réponse de la gauche capitaliste. Soutenir des régimes brutaux à travers le monde parce que leurs politiques sont en désaccord avec celles des États-Unis, c'est du déjà-vu. Qu'importe si un gouvernement est opposé aux États-Unis ou allié à eux ? Qu'importe qui est au pouvoir, tel ou tel patron, tel ou tel président, tel ou tel dictateur ? La lutte des classes n'a rien à voir avec le soutien que les travailleurs apportent à telle ou telle alliance ou bloc capitaliste au niveau international, rien à voir avec le drapeau qu'arbore un gouvernement lorsqu'il opprime ses propres travailleurs et fait la guerre aux travailleurs de ses rivaux.

Partout dans le monde, les dépenses sociales diminuent tandis que les États augmentent leurs dépenses d'armement, se réarment et se militarisent. Les manœuvres américaines au Groenland et l'ingérence des États-Unis au Venezuela sont des étapes visant à sécuriser les Amériques en vue d'une guerre[13]. L'attitude belliqueuse de la Chine en mer de Chine méridionale, ainsi que ses tentatives de rapprochement avec des nations africaines et sud-américaines, s'inscrivent dans cette stratégie. L'invasion russe de l'Ukraine est elle aussi une opération quelque peu désespérée pour obtenir un avantage en vue d'une guerre généralisée. C'est la voie que nous empruntons.

Dans ce contexte, il incombe aux internationalistes du monde entier de dire à tous les travailleurs : « Voici ce qui se passe : l'État se militarise, ses voisins se militarisent, l'oppression et l'austérité croissantes dans nos pays préparent la guerre à l'étranger ; et il n'y a d'autre issue que le renversement révolutionnaire du système capitaliste qui engendre ce monde insensé. » Certes, il n'y a pas de solution miracle – seulement la tâche ardue et ingrate de faire tout notre possible, là où nous le pouvons, pour diffuser la conviction que le capitalisme est une impasse et que nous n'avons rien à gagner à le laisser perdurer.

Nous sommes conscients des différentes déclarations de nombreux groupes se réclamant de l'internationalisme. Cependant, les déclarations ne suffisent pas dans cette situation. Notre perspective reste la même qu'après les attaques du

13 Tendance Communiste Internationaliste, le 17 janvier 2026

Hamas contre Israël en octobre 2023 : tous les révolutionnaires doivent mettre de côté leurs divergences sectaires et s'engager sérieusement dans la lutte contre ce système brutal et inhumain[14].

En cette période historique, il est indispensable que les révolutionnaires du monde entier s'unissent pour œuvrer à la création d'un parti communiste mondial, instrument nécessaire au renversement du système capitaliste.

Pas de guerre, mais une lutte des classes pour mettre fin à la barbarie impérialiste, avant qu'il ne soit trop tard.

Tendance communiste internationaliste

14 Tendance Communiste Internationaliste, le 22 octobre 2023

Au-delà du Venezuela : la route vers la guerre généralisée

Les internationalistes issus de la classe ouvrière mondiale, où qu'ils se trouvent, le savent depuis longtemps. La crise économique mondiale du capitalisme, qui dure depuis longtemps, et les politiques opportunistes adoptées pour la combattre ont désormais réduit toutes les grandes puissances à prendre des mesures désespérées. Même avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les problèmes insolubles du « déclin de la croissance » signifiaient qu'il n'était qu'une question de temps avant que les grandes puissances ne s'engagent ouvertement sur la voie de ce qui était autrefois impensable : une nouvelle guerre mondiale. L'attaque américaine contre Caracas le 3 janvier représente une nouvelle étape, encore plus grave, dans la marche vers une guerre impérialiste ouverte. L'enlèvement du président d'un État souverain démontre que l'ancien ordre mondial construit au profit de l'impérialisme américain en 1945 a désormais disparu. Toutes les institutions qui avaient été conçues pour défendre ce pouvoir, telles que les Nations unies, la Cour pénale internationale et même l'OTAN, ont été systématiquement démantelées ou rejetées. Elles ne sont plus jugées aptes à soutenir l'hégémonie américaine par la puissance même qui en avait le plus bénéficié.

L'enlèvement de Maduro n'était que la conséquence logique de l'abandon du soi-disant « ordre fondé sur des règles » qui, selon les États-Unis (hypocritement), leur conférait le leadership moral et politique du « monde libre ». Mais il ne s'agit pas seulement du renversement d'un dictateur. C'est un nouveau front dans la lutte entre les États-Unis et leur nouveau rival impérialiste, la Chine.

L'avancée de la Chine

Après l'Ukraine et le Moyen-Orient, l'Amérique latine est désormais le théâtre d'une intense rivalité entre les grandes puissances. Grâce à une avancée discrète, la Chine est devenue, jusqu'à cette année, le principal partenaire commercial de neuf États sud-américains. De plus, les entreprises chinoises ont des intérêts considérables dans les secteurs pétrolier et minier en Amérique latine. Elles ont investi dans le « triangle du lithium » formé par l'Argentine, le Chili et la Bolivie afin d'approvisionner leur industrie des batteries, et détiennent des participations importantes dans le cuivre chilien et le minerai de fer péruvien. Avec l'ouverture récente du port de Chancay au Pérou, fruit d'une joint-venture, la Chine domine désormais le commerce sud-américain dans le Pacifique. Et, malgré les menaces proférées par Trump l'année dernière, les deux principaux ports du canal de Panama sont toujours gérés par la société hongkongaise CK Hutchison Holdings, car aucun accord n'a encore été conclu pour les vendre, en grande partie en raison de l'implication de l'État chinois dans les négociations. Cependant, les États-Unis ont pris conscience de la réalité lorsque la Chine a répondu l'année dernière aux droits de douane imposés par Trump en interdisant l'exportation de terres rares et d'autres matériaux essentiels à la technologie de pointe et donc aux armes sophistiquées. Le régime chinois s'est progressivement assuré de disposer de ses propres approvisionnements en matières premières (sans parler des routes et des ports stratégiques à travers le monde), ce qui a contraint les États-Unis à riposter. Et où cela pouvait-il être plus urgent que dans leur « propre arrière-cour » ? Le Venezuela a été choisi comme champ de bataille.

La Chine a été l'un des principaux soutiens du régime Maduro, tant en achetant son pétrole (apparemment à bas prix) qu'en lui accordant des milliards de dollars de prêts. À l'approche de l'attaque contre Caracas, Maduro a demandé l'aide militaire de la Chine (et de la Russie). L'attaque américaine ne visait donc pas seulement un homme ou un État latino-américain, mais visait à réaffirmer la domination américaine dans « l'hémisphère occidental ». En apparence, rien de nouveau ici. Les États-Unis sont intervenus pour renverser le gouvernement de 23 États d'Amérique latine et des Caraïbes depuis le début

du « siècle américain », marqué par la défaite des derniers vestiges de l'Empire espagnol en 1901. Cependant, la plupart de ces interventions, comme le renversement du gouvernement réformiste d'Allende au Chili, n'ont pas été reconnues ouvertement et ont été masquées par la présence d'un acteur local (comme Pinochet) déjà prêt à prendre le pouvoir. Au Venezuela, il n'y a pas de prétention à « restaurer la démocratie », car le but du jeu est « nous voulons récupérer notre pétrole ». Il s'agit d'une bataille pour les ressources dont les États-Unis ont besoin pour maintenir leur domination mondiale malgré leur endettement croissant.

Hégémonie américaine en crise

La dette fédérale américaine augmente depuis des décennies et s'élève aujourd'hui à 38 000 milliards de dollars, ce qui signifie que les paiements d'intérêts du gouvernement américain s'élèvent désormais à 1 200 milliards de dollars par an. Cela a fonctionné pendant des décennies parce que le dollar reste la monnaie du commerce mondial. Mais depuis les années 1990, cette domination est remise en question. Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive, mais il essayait de vendre le pétrole irakien dans d'autres devises, tout comme Mouammar Kadhafi en Libye. Tous deux ont été renversés par des invasions menées par les États-Unis. Cependant, cela n'a pas mis fin à la dégradation. Les Chinois, les Russes et, de plus en plus, d'autres membres des pays du BRICS ont évité autant que possible le dollar. Le fait que l'Arabie saoudite n'ait pas maintenu l'accord de 1974, dans lequel elle s'engageait à fixer le prix et à vendre son pétrole en dollars, est peut-être le plus révélateur. Et, bien sûr, lorsque la Chine est devenue le principal acheteur de pétrole vénézuélien après les sanctions imposées par Trump en 2016, le dollar a été écarté des échanges commerciaux. La Chine a payé en yuans et a obtenu une remise sur le pétrole, tandis que les matières premières et les prêts chinois bon marché ont contribué à maintenir à flot la « révolution bolivarienne » face aux sanctions américaines.

Trump est donc prêt à tout pour mettre la main sur toutes les ressources possibles, à commencer par le pétrole vénézuélien. Non seulement la saisie de ses immenses réserves stimulera l'économie américaine (du moins, c'est l'idée, même si Trump n'a probablement pas l'intention de débourser les sommes colossales nécessaires pour moderniser les équipements d'extraction), mais elle permettra également de les soustraire à la Chine et, dans le même temps, de défendre le pétrodollar contre les producteurs de l'OPEP et la Russie, et de les empêcher de fixer les prix du pétrole. Le contrôle du Venezuela est donc également une gifle à Poutine et à Xi, qui ne peuvent tous deux accuser de manière convaincante les États-Unis de violer le droit international.

Et il n'y a pas de place pour le compromis. Le secrétaire à la Guerre (anciennement à la Défense) Hegseth a annoncé qu'il s'agissait là d'une mise en œuvre de la politique « America First », tandis que Trump déclarait joyeusement (mais avec justesse) qu'ils « le referaient » et que « personne ne pourrait les en empêcher ». À la suite de l'enlèvement de Maduro, les menaces pleuvent depuis la Maison Blanche. Trump menace de mener des actions militaires contre Petro en Colombie, contre le régime cubain (où les manifestations se multiplient depuis que celui-ci a perdu le soutien de son allié vénézuélien) et contre les ayatollahs iraniens, où les manifestations contre l'effondrement de la monnaie se sont transformées en appels à la chute du régime. Mais le plus spectaculaire de tout, c'est qu'il a renouvelé sa demande concernant le Groenland. Trump prétend que les États-Unis en ont besoin pour assurer la sécurité du cercle arctique américain, mais c'est un mensonge. Les États-Unis disposent déjà d'une base au Groenland et pourraient vraisemblablement négocier toute expansion supplémentaire avec leurs partenaires de l'OTAN. Non. Trump et ses alliés oligarques du secteur technologique, tels que Peter Thiel et Elon Musk, veulent le Groenland pour ses ressources souterraines. D'où la menace d'une intervention militaire en cas d'échec des négociations. Cela reviendrait à déclarer la guerre au Danemark et à l'OTAN elle-même, compte

tenu de sa charte. Et personne ne pourrait empêcher les États-Unis de prendre le Groenland par la force, comme le soulignent les déclarations évasives des dirigeants européens. La force est donc le seul domaine dans lequel les États-Unis peuvent encore régner en maître, étant donné que leur budget militaire est égal à celui de la Chine et de la Russie, plus celui des sept autres grandes puissances réunies.

Socialisme ou Barbarie

La seule force capable d'arrêter la dérive vers une guerre généralisée est la classe ouvrière mondiale. Après des décennies de restructurations, de suppressions d'emplois, d'austérité et de baisses de salaires, certains signes (que nous avons rapportés ailleurs) indiquent que les travailleurs du monde entier commencent à résister. Pour l'instant, cette résistance consiste principalement à lutter contre les baisses de salaires réels (face à l'inflation), la détérioration des services publics et des conditions de travail. Les sacrifices que l'on nous demande de faire aujourd'hui ne sont toutefois rien comparés à ce que ce système en décomposition nous réserve pour l'avenir. Alors que nos dirigeants partout dans le monde préparent des armes de destruction massive (en utilisant des armes de distraction massive qui détournent toute responsabilité vers les migrants), nos armes sont notre force collective et notre conscience que ce système n'est plus compatible avec la survie de l'humanité.

Un autre monde est nécessaire, fondé non pas sur l'exploitation et les conflits, mais sur la solidarité et la coopération. Seule une révolution mondiale de la classe ouvrière peut y parvenir. Elle n'aura pas lieu aujourd'hui, mais alors que la crise économique s'aggrave et que la voie vers une nouvelle guerre mondiale devient inévitable, notre guerre contre le capital doit aller au-delà de la lutte pour les conditions quotidiennes. Nous devons aller au-delà de la revendication d'un « capitalisme plus juste » pour exiger l'abolition du système salarial lui-même. Cela exige un bond en avant dans la conscience de classe. Nous avons encore du chemin à parcourir et les défis sont énormes, mais les internationalistes (dont les rangs s'étoffent actuellement dans le monde entier) peuvent apporter leur contribution en montrant la voie grâce à un dialogue et une coopération plus étroits, axés sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise. C'est ce à quoi nous avons essayé de participer en nous associant à l'initiative No War but the Class War (NWBCW), aux côtés d'autres personnes issues tant de la gauche communiste que de la tradition anarchiste internationaliste. Nous devons élargir ce dialogue afin qu'il donne finalement naissance à une organisation politique internationale à travers laquelle la classe ouvrière mondiale pourra affronter la puissance du capital et lutter contre tous les États, y compris ceux qui prétendent faussement être « socialistes » comme Cuba ou le Venezuela. Ce sont (ou étaient) des régimes capitalistes d'État où l'État a remplacé le capital privé. Leur existence dépend de l'une ou l'autre des grandes puissances impérialistes. Il n'existe aucun « État ouvrier » dans le monde. Comme l'affirmait Marx il y a 180 ans, « les travailleurs n'ont pas de patrie ». Notre anti-impérialisme ne se limite pas aux États-Unis ou à l'Occident, mais s'oppose à tous les États. Ce n'est que lorsque nous aurons débarrassé le monde de l'exploitation, c'est-à-dire du travail salarié et du capital, des États et des armées permanentes, du profit et de l'argent, que nous pourrons inaugurer un monde nouveau où la société du tout-jetable cédera la place à une société dont le principe fondamental sera « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », et que nous serons en mesure de sauver l'humanité et la planète qu'elle habite.

Tendance Communiste Internationaliste

Manifestations de la génération Z : du Maroc à Madagascar, seule une activité de classe renaissante peut mettre fin à la décadence sociale du capitalisme

Depuis les 25 et 27 septembre, ces deux États africains sont le théâtre de manifestations contre la corruption du gouvernement et la détérioration rapide des conditions sociales. Ces manifestations se déroulent sous la bannière du mouvement de protestation de la génération Z, car elles sont principalement composées de jeunes qui considèrent leur situation de prolétaires comme extrêmement précaire.

Les gouvernements des deux pays sont extrêmement corrompus. A Madagascar, l'un des pays les plus pauvres du monde, il y a eu des coupures de courant continues, et la plupart des services de base ne fonctionnent pas, tandis que la classe dirigeante contourne ce problème en achetant ses propres générateurs électriques. Au Maroc, l'économie et le pouvoir politique sont détenus d'une main de fer par une clique très soudée de capitalistes, de fonctionnaires d'État, et de chefs militaires appartenant au cercle restreint du roi Mohamed VI. Le régime s'appuie largement sur la brutalité de l'armée pour garantir l'exploitation afin de tirer autant de profit que possible de la classe ouvrière.

Les manifestations au Maroc ont lieu au milieu de la proclamation du régime de grandes fortunes et d'une reprise économique avec une croissance du PIB de 4%. Ceci se fait bien sûr sur le dos et avec le sang et la sueur de la classe ouvrière, qui a été terriblement exploitée dans l'industrie manufacturière en pleine expansion et dans l'agriculture. Le Maroc a aussi reçu de vastes investissements européens dans son industrie manufacturière, alimentant la majeure partie de la croissance économique. Les investissements étrangers ont pour but de moderniser et accroître le taux auquel la plus-value est extraite, exacerbant les inégalités de revenus. Le régime souhaite faire ses débuts en accueillant des évènements comme la Coupe d'Afrique de la FIFA 2025 et la Coupe du Monde de la FIFA 2030. La Coupe d'Afrique de la FIFA 2025 a coûté 1 milliard de $, tandis que 41 milliards de $ ont été approuvés pour l'infrastructure en préparation de la Coupe du Monde de la FIFA 2030. Tout cela alors que les jeunes ont beaucoup de mal à trouver un emploi avec un taux de chômage de 36 %, que les travailleurs sont de plus en plus précaires et que les ouvriers agricoles continuent de souffrir d'une exploitation brutale ou sont contraints de partir en Europe pour travailler et envoyer des fonds à leur famille.

De l'autre côté du continent, le mouvement de protestation de la génération Z à Madagascar dénonce la corruption gouvernementale ; tous les services restent insuffisants et l'électricité est rationnée. Au sein de villes comme la capitale Antananarivo, de nombreux travailleurs disposent de moins de quelques heures d'électricité par jour, ce qui entraîne la détérioration des médicaments et des aliments sous la chaleur tropicale, et la plupart de l'eau reste non potable. Le mouvement de protestation de la génération Z s'est mobilisé dans les rues et également sur les réseaux sociaux dans les deux pays. A Madagascar la police a utilisé des balles réelles contre les manifestants et imposé des couvre-feux ainsi que des interdictions de rassemblements publics, mais ceci n'a pas pu sauver le Président Rajoelina, qui a initialement dénoncé les manifestants comme étant payés pour organiser un coup d'État, alors qu'il était lui-même arrivé à la présidence grâce à un coup d'État en 2009 ! Il a d'abord essayé un remaniement ministériel et a finalement démissionné le 4 octobre quand il était devenu clair qu'il avait échoué après avoir tenté de rassembler sa propre base de soutien dans la rue, et il a accepté l'exil en France. Le mouvement de protestation de la génération Z à Madagascar a appelé à une grève générale des travailleurs précaires et des ouvriers dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. A ce jour, 20 manifestants ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés. Il y a maintenant un gouvernement transitionnel entre les mains de l'armée, ce qui est devenu un résultat courant de

manifestations qui renversent les gouvernements, comme au Népal ou l'année dernière au Bangladesh. Au Bangladesh le chef d'état-major militaire, Waker-Uz-Zaman, a rencontré des partis d'opposition contre la présidente destituée Sheikh Hasina et la Ligue Awami pour former un gouvernement intérim composé du Parti nationaliste du Bangladesh, Jatiya, et Jaamat-E-Islami, avec Muhammad Yunus nommé conseiller en chef du gouvernement. Ceci a été fait pour ramener les travailleurs sur le terrain bourgeois démocratique.

Au Maroc trois manifestants ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés, mais les médias restent silencieux sur le sujet du Maroc à cause de son importance pour des puissances impérialistes majeures comme les États-Unis et l'UE. Pour les États-Unis, le Maroc participe aux Accords d'Abraham, qui sont utilisés pour isoler l'Iran en préparation à une guerre impérialiste généralisée. Une partie de ces accords consiste à reconnaître Israël, qui a accordé au Maroc la reconnaissance de son contrôle sur le Sahara occidental et l'immense quantité de ressources à y exploiter. Le Maroc peut désormais participer à l'exploitation avec des entreprises internationales occidentales en extrayant des métaux précieux et des terres rares, ce qui sera nécessaire pour accumuler davantage de matériel de guerre. Le Maroc sert aussi comme gendarme pour neutraliser les intérêts impérialistes régionaux de l'Algérie et pour imposer la stabilité sur le gouvernement chaotique de Maurice. Mais pour le moment ils servent principalement de force de police sur la migration africaine vers l'UE et ont été très bien rémunérés pour cela. Madagascar reste très fermement dans la sphère d'influence française, et cela ne semble pas changer non plus sous la présidence de Rajoelina. La France a complètement surpassé la Chine, les États-Unis, l'Afrique du Sud, etc., en tant que partenaire commercial et a mené des opérations militaires conjointes. L'ancien régime a probablement obtenu ses documents de la France, et le nouveau est encore dans leur orbite et espère que le changement de présidence suffira pour absorber le mécontentement social.

Que ce soit le Bangladesh, le Népal, Madagascar, le Pérou, ou potentiellement à l'avenir l'Équateur, le Maroc, l'Indonésie ou la Serbie, le classe capitaliste restera aux commandes tant que les manifestations ne se concentreront que sur certains aspects du capitalisme et non sur le système dans son entièreté. L'élan principal des manifestations a été dirigé vers la corruption de régimes, le népotisme, etc. Cependant, tant que la classe ouvrière n'est pas capable d'agir collectivement en tant que classe pour elle-même, il y aura à la place des coups d'État militaires, des remaniements ministériels et de nouvelles élections, les massacres anti-ouvriers devenant des évènements de plus en plus réguliers. La bourgeoisie devient de plus en plus désespérée de continuer d'exercer sa domination collective de classe sur la classe ouvrière tandis que la situation sociale se détériore pour les travailleurs précaires partout. C'est le prolétariat, pas la Génération Z, qui est une classe internationale qui pourra mettre fin au capitalisme, lequel est susceptible de dérailler et de plonger le monde dans des guerres impérialistes généralisées.

Seule la classe ouvrière peut ouvrir la voie à l'alternative au capitalisme décadent et impérialiste. La seule alternative est le communisme, et elle n'est possible que lorsque la classe est organisée sur son propre terrain de classe. Cela nécessitera une subjectivité révolutionnaire sous la forme d'un parti communiste international. C'est une nécessité vitale afin d'empêcher le mouvement ouvrier d'être canalisé à nouveau dans l'impasse réformiste et de soutenir l'État capitaliste et de continuer à prolonger la misère de la classe ouvrière. Le communisme n'est pas une idée, mais une société sans classes, sans État, sans frontières et sans exploitation; le capitalisme est dans une crise profonde et insoluble, et sa solution est une autre guerre mondiale.

Internationalist Workers' Group
Novembre 2025

Un prologue majestueux - La révolution russe de 1905 (deuxième partie)

Introduction

La première partie de cet article avait deux objectifs. Le premier était de donner aux lecteurs d'aujourd'hui le contexte dans lequel ils peuvent comprendre la révolution de 1905 dans les perspectives d'aujourd'hui. La seconde était d'examiner les origines du mouvement de 1905. L'essentiel était de montrer comment de telles vagues de lutte peuvent commencer avec des objectifs très limités ou dans le cadre des contraintes institutionnelles imposées par un régime réactionnaire qui lutte pour sa survie. Depuis la publication de Perspectives révolutionnaires 34, nous avons eu l'occasion de lire ce que d'autres personnes se réclamant de la révolution et du socialisme ont écrit. Pour l'essentiel, ils se sont contentés d'analyses reprenant de longs passages de ce que Lénine, Trotsky ou Luxemburg ont écrit sur l'année 1905. C'est plus que dommage, c'est une occasion manquée. Malgré l'énorme contribution de ces trois révolutionnaires (et nous citons nous-mêmes abondamment leurs analyses lorsque c'est nécessaire), ils écrivaient à une autre époque et n'abordaient pas les préoccupations de la nôtre. Ils n'avaient pas à présenter la question à un public prolétarien qui avait vu la dégénérescence politique de la contre-révolution stalinienne[15] et la création d'un monstrueux appareil de
qui était tout le contraire du type de société envisagé par tous les partisans du socialisme scientifique. Le mensonge selon lequel le stalinisme était le socialisme est toujours d'actualité. La dictature actuelle de la bourgeoisie, qui se présente comme une démocratie représentative, ne peut que tirer de ce mensonge son propre droit à gouverner. Aujourd'hui, certains des meilleurs éléments de la jeune génération craignent en conséquence toute forme d'organisation politique prolétarienne consciente et permanente. L'examen de ce qui s'est réellement passé lors de la révolution de 1905 est un excellent moyen d'aborder cette question, car il soulève toutes les questions relatives à la spontanéité et à la relation entre les partis (minorités révolutionnaires) et les organes de lutte créés pour l'ensemble de la classe ouvrière. Malgré l'échec final du Soviet en 1905, il soulève toutes les questions difficiles sur la nature de la conscience de classe révolutionnaire qui peut se développer et sur la manière dont une révolution prolétarienne de masse peut avoir lieu.

Janvier et février 1905

Dans la première partie de cet article, nous nous sommes limités à une analyse des origines du mouvement révolutionnaire de 1905 en Russie. Dans cet article, nous avons souligné les messages selon lesquels les révolutions ouvrières peuvent non seulement naître des débuts les moins prometteurs, mais qu'elles peuvent aussi parfois sembler surgir de nulle part. Nous disons « sembler » parce que c'est ainsi que de tels événements frappent les contemporains. En réalité, il ne s'agit pas de quelque chose qui résulte de la théorie du chaos, mais de causes précises qui ne sont peut-être pas immédiatement visibles pour les acteurs historiques du moment, mais qui ne peuvent être comprises qu'en adoptant une approche historique globale. C'est l'étude scientifique et la réflexion qui révèlent les facteurs permettant d'expliquer pourquoi ces événements historiques se sont produits de cette manière et pas d'une autre. Et c'est là l'essence même de toute discussion révolutionnaire pour aujourd'hui.

Dans le contexte de 1905, cela nous amène directement à une discussion sur les questions de

15 Le pamphlet de Rosa Luxemburg a été écrit en 1906 en Finlande (où elle se remettait de son emprisonnement à Varsovie en mai 1906). Elle a été froidement assassinée sur ordre des sociaux-démocrates allemands en 1919. Lénine a également rédigé ses commentaires avant la Première Guerre mondiale (bien qu'il soit revenu sur certains thèmes dans *L'État et la révolution* en 1917). Les opinions de Trotski ont été publiées à différentes époques et sous différentes formes. La version complète de son livre *1905* a été publiée en 1922 et a fait partie de la lutte pour le leadership alors que la contre-révolution prenait le dessus en URSS, mais personne n'aurait pu prédire la victoire du stalinisme ni ce qu'elle signifierait déjà à l'époque.

spontanéité et d'auto-organisation et sur les relations entre les partis politiques et les organes de classe. La grande grève générale qui a éclaté en janvier 1905 était aussi spontanée que possible, mais, comme nous l'avons démontré dans la première partie, elle était préparée depuis longtemps par la série de grèves qui avaient éclaté à intervalles fréquents depuis 1896. Il s'agissait d'un processus qui conduisait assez rapidement à la formation du prolétariat en Russie, non seulement en tant que classe, mais aussi en tant que classe dotée d'une conscience commune. Ironiquement, la déclaration de guerre contre le Japon à l'été 1904 avait entraîné une vague de patriotisme (comme l'espérait Plehve, le ministre de l'Intérieur) qui, parallèlement à la scission du Congrès de 1903, fit en sorte que les factions sociales-démocrates (bolcheviks et mencheviks) tombent à leur niveau de soutien le plus bas à la veille du Dimanche sanglant. Lénine se plaignit au comité des bolcheviks de Saint-Pétersbourg en août 1904

« *Partout, il y a un manque terrible de personnes... un isolement complet, une humeur générale de dépression et d'amertume, une stagnation en ce qui concerne le travail positif. Depuis le deuxième congrès, le parti est mis en pièces, et aujourd'hui, les choses sont allées très loin dans ce sens*[16]. »

Les mencheviks n'étaient guère mieux lotis, ayant perdu environ trois quarts de leurs membres dans les quartiers ouvriers de Saint-Pétersbourg[17]. Ainsi, les organisations qui incarnaient la conscience de classe croissante de la classe ouvrière en Russie ont été forcées de suivre les événements au cours des deux premiers mois de 1905. Cela confirme ce que dit Anweiler à propos des premiers mois de 1905.

« *Le mouvement de grève qui débute en 1905 ne s'appuie pas sur des organisations syndicales ou politiques. Les syndicats ne sont apparus que pendant la révolution et, en fait, grâce aux grèves, et les partis révolutionnaires étaient trop limités dans leur champ d'action. Le mouvement de grève était spontané au sens propre du terme, c'est-à-dire que les grèves éclataient à la suite d'un incident local ou autre, duraient quelques jours ou tout au plus quelques semaines, et s'éteignaient d'elles-mêmes après que certaines concessions aient été obtenues ou que les ressources de la main-d'œuvre aient été épuisées*[18]. »

C'est vrai. Ces grèves n'étaient pas le genre d'emplois formels d'un jour que les syndicats appellent aujourd'hui pour démobiliser les luttes. Il s'agissait de manifestations d'une véritable guerre de classe. Les travailleurs n'avaient d'autres ressources qu'eux-mêmes dans ces grèves et la menace de mourir de faim les a souvent conduits à la défaite. D'un autre côté, la vague de grèves qui s'est succédé au cours de ces premiers mois, impliquant 150 000 travailleurs (c'est-à-dire plus que pendant toute la décennie précédente), a contraint les patrons à faire plus de concessions qu'ils n'en auraient obtenues quelques mois plus tôt. Comme l'a noté Rosa Luxemburg :

« *Les grèves de janvier se sont terminées victorieusement presque partout*[19]. »

Elle passe ensuite les deux pages suivantes à énumérer toutes les réductions de la journée de travail (dans certains cas à dix heures, dans d'autres à neuf - la journée « légale » était de 11 heures dans tout l'Empire russe à l'époque) ainsi que les augmentations de salaire. Elle souligne également que les employeurs ont ensuite tenté de revenir sur ces concessions plus tard dans l'année, avant de voir les travailleurs se mettre à nouveau en grève. L'importance du 22 janvier 1905 réside

16 V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 34, p. 245.

17 Du moins selon un historien. Voir D. Lane, *The Roots of Russian Communism*, p. 71.

18 Oskar Anweiler *The Soviets - The Russian Workers', Peasants' and Soldiers' Councils 1905-21* (Random House 1974) p. 37. Cet ouvrage est l'œuvre d'un bourgeois de droite qui s'attache à démontrer que Lénine avait l'intention de détruire les soviets dès le début (il s'agit d'un produit de la guerre froide), mais il contient néanmoins des informations ignorées par d'autres études. Prenez ce joyau de la page 73 : « il ne fait aucun doute que, même à cette époque (1905), la "dernière pensée secrète" de Lénine était qu'il sortirait de la révolution victorieuse en tant que "seul dirigeant de la république démocratique" ». Aucune preuve n'est donnée de cette pénétration dans le subconscient le plus profond de Lénine et les citations sont simplement les opinions de *l'Histoire du bolchevisme* d'Arthur Rosenberg (publiée à Berlin en 1932) !

19 *The Mass Strike* (Colombo 1979) p. 30

dans le fait que les travailleurs russes ont acquis une confiance extraordinaire dans leur capacité à lutter. Comme nous l'avons montré dans la première partie, cette nouvelle auto-organisation était largement basée sur la transformation des institutions que le tsarisme avait tenté d'imposer aux travailleurs pour contrôler leurs luttes.

Une autre force du mouvement était que l'État ne disposait pas d'organes de presse pour répandre des mensonges sur ce qui se passait. Les proclamations du général Trepov (gouverneur de Saint-Pétersbourg) menaçant les manifestants d'être fusillés, les attaques contre les manifestations et les pogroms des réactionnaires des Cherniya Sotni [les Cent-noirs], dirigés par des membres de la famille royale, étaient effrayants mais bien moins efficaces pour faire dérailler la lutte que les mensonges des médias démocratiques de la classe dirigeante d'aujourd'hui. La faiblesse de la classe capitaliste bourgeoise a été pleinement révélée en 1905. Luxemburg, Lénine et Trotsky étaient tous d'accord pour dire qu'à partir de ce moment, « l'absolutisme doit être renversé par le prolétariat »[20]. Ce n'est pas la classe ouvrière qui suit la bourgeoisie, mais la bourgeoisie qui tente d'utiliser la force de la classe ouvrière pour gagner son propre régime. Cela est devenu particulièrement évident au cours de l'été 1905, lorsque les propriétaires d'usines (pour la plupart membres du tout nouveau Parti constitutionnel démocratique [ou Kadets]) ont en fait soutenu les grévistes.

Mais terminons par la situation du début de l'année. La classe ouvrière s'était soulevée contre la brutalité du régime, mais sa revendication de droits n'était alors qu'une demande d'amélioration du régime existant. Ce mouvement s'est rapidement divisé en grèves individuelles pour la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires. Rosa Luxemburg souligne à juste titre que les sociaux-démocrates n'étaient pas ses leaders, mais qu'ils devaient « *apprendre sa loi à partir de son cours lui-même* ». Dans le même temps, elle condamne la « *totale inconscience* » des anarcho-syndicalistes qui considéraient que l'absolutisme pouvait être détruit par une « *seule grève générale de longue durée* ». Sa conclusion générale mérite d'être citée :

« *L'absolutisme doit être renversé par le prolétariat. Mais pour pouvoir le renverser, le prolétariat a besoin d'un haut degré d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation. Toutes ces conditions ne peuvent être remplies par des brochures et des tracts, mais seulement par l'école politique vivante, par la lutte et dans la lutte, dans le cours continu de la révolution*[21]. »

Cela correspond bien au point de vue marxiste sur le développement de la conscience de classe nécessaire à l'instauration d'une société communiste ;

« *[...] l'altération des êtres humains à l'échelle de la masse est nécessaire, une altération qui ne peut avoir lieu que dans un mouvement pratique, une révolution...*[22] »

Certains ont prétendu que Luxemburg s'opposait ici au rôle du parti, mais ce n'est pas le cas. Elle affirmait que le socialisme ne pouvait pas naître en l'apprenant comme un credo religieux dans les écoles du dimanche socialistes ou en mettant une croix dans la bonne case d'un bulletin de vote. Sa cible principale est le parti social-démocrate allemand, auquel elle appartient, qui s'oriente dangereusement vers l'idée que le prolétariat peut acquérir le pouvoir par les urnes. Le dernier quart de sa brochure ne concerne que le parti allemand. Ce qu'elle soutient, c'est que dans tous les mouvements de classe, il y a un élément de spontanéité face auquel le rôle du parti n'est pas d'anticiper, de condamner ou de rester passif. Ainsi, elle peut dire que « *les révolutions ne permettent à personne de se faire maître d'école avec elles* » sur une page et sur la suivante que

20 *Op. cit.* p. 31. La thèse de la « révolution ininterrompue » de Lénine et celle de la « révolution permanente » de Trotsky reposent toutes deux sur la même idée, quoique sous une forme légèrement différente.

21 *Loc. cit.*

22 *L'idéologie allemande* dans D. McLellan *Karl Marx : Selected Writings* [Oxford, 1977]

« *Au lieu de se casser la tête avec l'aspect technique, avec le mécanisme de la grève de masse, les sociaux-démocrates sont appelés à assumer la direction politique au milieu de la période révolutionnaire... Régler la tactique de la lutte politique à chaque phase et à chaque instant de telle sorte que la somme totale de la puissance disponible du prolétariat, déjà libérée et active, trouve son expression dans l'arsenal de combat du parti ; veiller à ce que la tactique des sociaux-démocrates soit décidée en fonction de ses résolutions et de son acuité et qu'elle ne tombe jamais au-dessous du niveau exigé par les rapports de forces réels, mais qu'elle s'élève au-dessus - telle est la tâche la plus importante de l'organe directeur dans une période de grèves de masse*[23]. »

Il s'agit d'une contribution importante car elle souligne que le parti fait partie de la classe, qu'il est formé par l'action de la classe mais qu'il existe en même temps sur la base des luttes antérieures pour indiquer la voie à suivre dans les luttes futures. Pour Luxemburg, le parti reste « *l'organe directeur* », même si elle reconnaît à juste titre que les mouvements de classe transcenderont inévitablement les attentes du moment. Cependant, il ne fait aucun doute que les sociaux-démocrates de Russie étaient en retard sur les besoins réels du moment au début de 1905.

Printemps-été 1905

Au début du mois de mars, le mouvement ouvrier s'éteint (sans jamais disparaître). L'attention se porte sur les campagnes où les centaines de révoltes paysannes qui ont précédé 1905 se transforment en attaques ouvertes contre les manoirs de la noblesse et les grands domaines de la noblesse. Au cours de l'été 1905, des émeutes paysannes ont éclaté dans 60 districts de 27 provinces différentes. Au cours du dernier trimestre de l'année, elles atteignent le nombre de 300 et ne s'arrêtent pas, même lorsque les travailleurs des villes sont finalement vaincus en décembre 1905. 2000 domaines de propriétaires sont détruits, la plupart dans la province de Saratov.

Les griefs des paysans ont augmenté d'année en année, en grande partie à cause du système d'agriculture communautaire. Chaque fois qu'un paysan pauvre se mariait, il avait droit à la même part des terres du village que son voisin. Mais au fur et à mesure que la population augmentait, les propriétés foncières diminuaient. Le *mir*[24], représenté par un comité d'anciens du village (*starotsy*), organisait cette redistribution, mais ce système était conçu pour accroître la faim de terre. La noblesse et la *gentry* s'étaient également vu attribuer les meilleures terres du village, y compris l'essentiel des anciennes terres communales (les terres dites « coupées » ou *otrezki*) et les paysans payaient encore des compensations pour leur émancipation 44 ans auparavant[25], on voit donc que les motifs de révolte ne manquaient pas. En novembre et en décembre, quelques soviets dits paysans, issus d'institutions traditionnelles, ont vu le jour dans quelques endroits où les contacts avec les ouvriers des villes étaient étroits, comme dans la province de Tver, à Rostov et à Novrossiysk. Mais ces événements ne sont pas significatifs par rapport à ce qui se passera en 1917. De plus en plus, la nouvelle pénètre également dans les casernes où les fils de *muzhiki* (paysans) sont en garnison, et certains régiments se révoltent, mais généralement à cause des mauvais traitements et de la mauvaise nourriture. Le gros de l'armée reste fidèle au système et les mutins sont généralement rapidement isolés et arrêtés[26].

La mutinerie la plus frappante a eu lieu dans la flotte de la mer Noire qui, en mai 1905, était la seule laissée au tsar. La brutalité de la vie à bord des navires russes est légendaire. Aussi, lorsque le capitaine du cuirassé Potemkine ordonne que 20

23 *Op. cit.* pp. 51-2

24 *Mir* signifie « village » et « monde », ce qui est en soi révélateur. Après la loi d'émancipation d'Alexandre II en 1861, les anciens du *mir* ou de *l'obschina* organisent tout, de la redistribution des terres à la petite justice locale.

25 Ironiquement, ces droits de rachat étaient censés prendre fin en 1917. L'une des conséquences de ces révoltes est que les droits de rachat ont été abruptement supprimés en 1906.

26 Voir Anweiler pp. 49-50

marins soient fusillés pour s'être plaints de la présence d'asticots dans leur viande, un marin bolchevique crie sa protestation. Une bagarre éclate et se termine par la mort de Valinchuk, le marin bolchevique, ainsi que de tous les officiers. Le Potemkine est alors commandé par un autre marin aux sympathies bolcheviques, Matushenko, qui se rend à Odessa pour soutenir la grève dans la ville. Après avoir enterré Valinchuk et les autres marins morts sur le rivage, et tiré sur la zone de la ville tenue par les troupes tsaristes, le Potemkine doit affronter le reste de la flotte de la mer Noire. Les autres marins refusant de tirer, le Potemkine s'échappe en pleine mer (brièvement rejoint par un autre navire, le Royal George, qui heurte alors un banc de sable, obligeant son équipage à se rendre). Matushenko navigue quelque temps autour de la mer Noire avant de recevoir une offre d'asile du roi de Roumanie. Le Potemkine fut sabordé et les marins ramenés à terre. C'est ainsi qu'a pris fin une humiliation du tsar de renommée internationale, immortalisée dans le film muet d'Eisenstein, brillant mais pas tout à fait fidèle à la réalité.

Cependant, au cours de l'été 1905, les fonctionnaires tsaristes tentent pour la première fois de sauver le régime. L'architecte de ces tentatives est Sergei Witte, un ancien employé des chemins de fer, qui est devenu le principal conseiller du tsar. Witte est responsable des prêts français qui ont permis l'industrialisation tardive de la Russie à partir des années 1880 (et donc le développement de son prolétariat). Il est désormais chargé d'obtenir la meilleure paix possible avec les Japonais, ce qu'il fait à Portsmouth, dans le New Hampshire, avec l'aide du président Theodore Roosevelt, en août 1905. Witte a été nommé comte pour cela, mais les véritables artisans de la paix ont été les travailleurs russes qui ont imposé ce recul à leurs dirigeants.

La tâche suivante de Witte consistait à amener le tsar à accepter des réformes afin d'essayer d'acheter les autres classes de la société russe et d'isoler la classe ouvrière afin de reprendre le contrôle à l'intérieur du pays. Même un George Bush aurait vu la nécessité de ces réformes, mais Nicolas II (surnommé « le Sanguinaire » par son peuple depuis janvier) était un candidat au titre de dirigeant le plus stupide de tous les temps. Witte a eu l'idée géniale de dire au tsar qu'il devait organiser un massacre ou une constitution. Face à ce choix, Nicolas a d'abord opté pour un massacre, mais ses réactionnaires de confiance comme Durnovo et Trepov (les gouverneurs de Moscou et de Saint-Pétersbourg), qui l'auraient exécuté pour lui, ont fait remarquer que des milliers de morts ne suffiraient peut-être pas à restaurer l'autocratie et que le tsar devrait donc opter pour une constitution. La première proposition de douma ou de parlement faite par le tsar date du 6 août (19). Il s'agit de la Douma bulgare, qui ne peut être élue que par les classes possédantes et n'a qu'un rôle consultatif. Mais une fois de plus, nous anticipons les machinations de la classe dirigeante. Au cours de l'été 1905, de nouveaux développements se produisent parmi les travailleurs.

Le premier Soviet

C'est aux travailleurs de la ville textile d'Ivanovo-Vosnesensk, près de Moscou, que revient l'honneur de fonder le premier conseil ouvrier ou soviet. Dans ce que l'on appelle le « Manchester russe », il y avait eu jusqu'alors peu d'actions, mais cette fois-ci, l'agitation des sociaux-démocrates a servi de catalyseur à une grève. Presque toutes les revendications sont d'ordre économique, mais il y a aussi des demandes pour le « droit de se réunir librement »[27] et la suppression de la « police d'usine ». Le 12 mai, 40 000 ouvriers présentent officiellement leurs revendications à l'inspecteur local de l'usine, qui leur propose d'élire des députés. Après avoir reçu la garantie qu'ils ne seraient pas arrêtés, les élections de 110 délégués débutent. Bien qu'il leur soit interdit d'utiliser les salles et les rues de la ville, ils se réunissent sur les rives de la rivière Talka. Le soviet veille à ce que la grève soit pacifique et ordonnée pendant trois semaines, mais l'arrivée de l'armée le 3 juin,

27 Tout ce passage est tiré de Anweiler pp. 40-3

combinée à la menace de famine, entraîne des affrontements. Anweiler regrette que

« *Ces réactions constituent un retour significatif au chaos spontané et vengeur des grèves précédentes et même le soviet n'a pas pu les contrôler.* »

Le soviet tente d'organiser une reprise ordonnée du travail le 1er juillet, mais la grève s'éternise jusqu'au 18 juillet (en grande partie parce que les délégués du soviet ont été arrêtés). Bien que la grève ait échoué, le soviet ne l'a pas fait, car l'idée a rapidement été reprise par 10 000 travailleurs de la ville voisine de Kostroma. Ils élisent un soviet de 108 personnes qui, à son tour, élit 12 personnes pour former un comité de grève. Avec l'aide des sociaux-démocrates, la nouvelle sobranie (assemblée - elle n'utilise pas le mot soviet) publie son propre bulletin et, une fois de plus, l'inspecteur de l'usine la considère comme le représentant légal des travailleurs. Il exige cependant la radiation de tous les moins de vingt-cinq ans et de tous ceux qui n'ont pas de lien avec les usines. Cela aurait éliminé les agitateurs sociaux-démocrates qui avaient aidé à créer l'assemblée et les membres du « soviet » ont refusé. Les patrons tentent de ne parler qu'aux comités de leurs propres travailleurs dans chaque usine, mais cela ne parvient pas à briser l'organisation. Les patrons finissent par accepter de réduire la journée de travail d'une heure et les travailleurs affamés rentrent chez eux. Les appels des bolcheviks à un soulèvement armé sont restés lettre morte. Ces deux soviets n'ont eu qu'un effet très limité et, comme toutes les grèves, ils ont fini par se diviser, mais ils ont ouvert la voie à la création d'une organisation « capable de diriger une révolution ouvrière panrusse » (Anweiler). En octobre, le Soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg entre en scène.

Octobre 1905

Le nouveau mouvement de grève a commencé avec la grève des imprimeurs moscovites pour obtenir de meilleurs tarifs à la pièce en septembre. Elle débouche sur une grève générale dans toute la ville à la fin du mois. Cependant, le mouvement semble s'essouffler lorsqu'une grève de sympathie des imprimeurs de Saint-Pétersbourg (qui n'ont pas réalisé que l'autre grève s'essoufflait) étend la grève à la ville de Saint-Pétersbourg. Les cheminots de la ligne Moscou-Kazan se joignent alors à la grève et, à la suite de rumeurs (fausses, en l'occurrence) selon lesquelles les dirigeants participant au congrès des cheminots avaient été arrêtés, l'ensemble du réseau ferroviaire est paralysé le 16 octobre. Entre-temps, les ouvriers des usines de Saint-Pétersbourg se sont joints à la grève, bientôt suivis par les postiers, les travailleurs du téléphone et du télégraphe, les employés des services, et ces grèves se sont également étendues à des villes plus petites.

Tout le monde s'accorde à dire que :

« *Dès le premier jour, les grèves ont été politiques. La lutte pour l'inviolabilité du congrès des cheminots s'est transformée du jour au lendemain en une lutte pour les libertés individuelles et civiles, une constitution, l'amnistie politique et d'autres réformes similaires*[28]. »

Désormais, l'appel porte sur le suffrage universel et les élections à bulletin secret. Cependant, le Soviet qui a vu le jour le 13 octobre ne l'a pas explicitement déclaré. Sa première résolution se contente d'affirmer que :

« *L'assemblée des députés de toutes les usines et ateliers formera un comité général des travailleurs de Saint-Pétersbourg. Ce comité renforcera et unifiera notre mouvement, représentera les travailleurs de Saint-Pétersbourg auprès du public et décidera des actions à mener pendant la grève ainsi que de sa fin*[29]. »

En d'autres termes, le soviet se considérait initialement comme un « super » comité de grève. Il n'y avait que 43 délégués lors de la première réunion, ce qui rend compréhensible son ambition limitée, mais de nouveaux délégués ont

28 Anweiler p. 44

29 Cité dans Anweiler p. 46

rapidement commencé à apparaître au fur et à mesure que de plus en plus d'usines organisaient des élections. Dans certaines usines, il n'est pas nécessaire d'organiser des élections puisqu'elles ont déjà élu des délégués à la Commission Shidlovsky du Tsar, qui a échoué en février. Ces délégués avaient continué à représenter les travailleurs contre les employeurs tout au long de l'année et ont donc été réélus au soviet. D'autres ont été réélus, mais même dans ce cas, la Commission Shidlovsky a été d'un grand secours. Sous la direction de Shidlovsky, le principe d'un délégué pour 500 travailleurs fut établi et adopté pour le Soviet de Saint-Pétersbourg.

Le Soviet se développe rapidement. Le deuxième jour, son nombre a doublé et, en l'espace d'un mois, il compte 562 délégués représentant plus de 200 000 travailleurs de Saint-Pétersbourg. À cette époque, le nom de Soviet (Conseil) des députés ouvriers a été adopté comme titre. Il est intéressant de noter que les trois partis socialistes (bolcheviks, mencheviks et socialistes-révolutionnaires) se voient attribuer trois sièges chacun, en plus des délégués qu'ils ont pu faire élire dans les ateliers. Ces neuf délégués politiques sont autorisés à siéger au sein de l'exécutif, mais uniquement avec des pouvoirs consultatifs. Les mencheviks étaient plus enthousiastes à l'idée des soviets, car elle s'inscrivait dans le cadre de leur campagne en faveur de l'« autonomie révolutionnaire », et c'est pourquoi ils ont naturellement pris la tête du mouvement. Les bolcheviks étaient divisés sur la question de savoir si le soviet n'était qu'un autre front menchevique, mais ils ont finalement décidé (sous l'impulsion de Lénine qui revenait de Suisse) d'y participer pleinement. Le premier président était un menchevik, Zborovsky, mais il fut rapidement remplacé par l'avocat radical Khrustalev-Nosar. Au départ, il n'était même pas socialiste, mais il finit par rejoindre lui aussi les mencheviks.

Le Soviet, quelles que soient ses ambitions initiales limitées, est bientôt qualifié de « gouvernement ouvrier » par les correspondants. Les riches venaient même vérifier si leur train allait circuler le lendemain et, bientôt, le Soviet administra de nombreuses affaires municipales afin d'aider différents individus et groupes.

« *Organisé pour diriger la grève d'octobre, le soviet de Saint-Pétersbourg se transforme, quelques jours après le début de la grève, en un organe politique général représentant tous les travailleurs et le mouvement révolutionnaire de la capitale. Ses fonctions dépassent rapidement celles d'un simple comité de grève ; il devient un « parlement ouvrier » qui doit prendre position sur un grand nombre de questions et une organisation de masse de la classe ouvrière de Saint-Pétersbourg telle qu'elle n'existait pas auparavant*[30]. »

Cependant, à ce moment-là, le mouvement de grève dans son ensemble commençait à perdre son caractère de classe prolétarienne. Tout d'abord, la bourgeoisie s'était montrée exceptionnellement active. Elle avait créé son propre parti politique, les Kadets, et organisait même des grèves de médecins, d'avocats, de professeurs d'université, etc. sous la bannière de l'Union des syndicats. Ils expriment leur solidarité avec les grèves ouvrières et les employeurs versent des salaires complets ou partiels, tandis qu'aucun travailleur n'est licencié en raison de la grève.

Face à cette résistance, Witte persuade le tsar qu'il doit agir. Trois jours après la formation du Soviet, un nouveau Manifeste impérial est publié. Cette fois, la promesse d'un suffrage plus large pour les élections, de libertés civiles et d'un véritable pouvoir législatif pour la Douma est offerte. Politiquement, il s'agissait d'une dernière tentative désespérée du tsarisme, mais elle a largement fonctionné. Les libéraux (qui, en la personne de Peter Struve, autrefois « marxiste légal » et aujourd'hui membre éminent du parti Kadet, avaient déjà eu des discussions secrètes avec Witte) abandonnent alors les travailleurs. Les employeurs qui s'étaient montrés si généreux quelques jours auparavant ont commencé à condamner toute poursuite des grèves ouvrières en les qualifiant d'« anarchie » et de nombreux

30 *Op. cit.* p. 47

travailleurs dans les provinces ont pensé que l'on pouvait faire confiance au Manifeste du Tsar. Trotsky, membre éminent du Soviet (sous le nom de son lieu de naissance, Yanovsky), dénonce le Manifeste dans les *Izvestia*, le propre journal du Soviet.

« *Nous avons donc reçu une constitution. On nous a donné la liberté de réunion, mais nos assemblées sont encerclées par des troupes. Nous avons obtenu la liberté d'expression, mais la censure reste inviolée. Nous avons reçu la liberté d'étudier, mais les universités sont occupées par des troupes. On nous a accordé l'immunité personnelle, mais les prisons débordent de prisonniers. On nous a donné Witte, mais nous avons toujours Trepov. On nous a donné une constitution, mais l'autocratie demeure. Tout a été donné et rien n'a été donné*[31]. »

Trotsky nous dit que les cris dans les rues réclamaient maintenant une « amnistie » et le retrait des troupes de la ville, ce qui a maintenu la grève à Saint-Pétersbourg quelques jours de plus. Witte promet alors une amnistie qui, une fois de plus, sape le soutien de nombreux travailleurs aux grèves, même si, comme Trotsky et d'autres le soulignent fréquemment, les troupes ne sont pas retirées. Le Soviet en arriva au point où il ne pouvait faire plus que d'ordonner la reprise du travail pour l'ensemble des 200 000 travailleurs au même moment. Cette démonstration impressionnante ne peut masquer le fait que l'État tsariste est en passe de restaurer son plein pouvoir. Les prédictions faites par les membres des partis ouvriers, selon lesquelles la cessation de la grève conduirait à une nouvelle terreur d'État, ne se sont avérées que trop vraies. Trotsky donne des détails sur l'horrible pogrom d'Odessa mené par la police et les Cent-Noirs (la soi-disant Union du peuple russe) et conclut qu'entre 3 000 et 4 000 personnes ont été assassinées et 10 000 autres blessées dans plus de 100 villes à travers la Russie. Il est significatif que là où les travailleurs étaient les plus nombreux et les mieux organisés, aucune attaque de ce type n'a eu lieu. Dans les usines de construction mécanique de Saint-Pétersbourg, les ouvriers commencent à fabriquer des armes légères sur les bancs de l'usine. Des appels soviétiques aux troupes pour qu'elles se rallient à la révolution sont rédigés (par Trotsky). C'est ainsi que les travailleurs russes font l'expérience, pendant quelques jours, des nouvelles « libertés » offertes par la « nouvelle expérience constitutionnelle » de la Russie[32].

Ainsi, à la toute fin de l'existence du soviet, les travailleurs ont compris qu'ils allaient devoir combattre l'État tsariste. Le mouvement ouvrier ne s'est pas laissé abattre sans combattre. Un nouvel appel à la grève générale en novembre n'a rencontré qu'une réponse limitée et sporadique, les ressources des travailleurs étant pratiquement épuisées. Cela a donné aux autorités le courage d'arrêter la direction du Soviet à deux reprises en l'espace d'une semaine. Trotsky avait succédé à Krustalev-Nosar à la présidence du Soviet le 26 novembre lorsque ce dernier fut arrêté. Lui-même et ses collègues membres de l'exécutif ont ensuite été arrêtés le 3 décembre. Ces arrestations déclenchent immédiatement une insurrection à Moscou (que Lénine appelait de ses vœux depuis des semaines). Malgré le manque de préparation, elle réussit presque à s'emparer de toute la ville. Certains régiments envoyés pour réprimer l'insurrection doivent être retirés car ils se sont révélés peu fiables, mais on les empêche de passer du côté des ouvriers. Finalement, des renforts de Saint-Pétersbourg, sous la forme du régiment Semyonovsky, arrivent et l'artillerie est bientôt déployée sur les barricades, puis indistinctement sur les usines, même lorsque les ouvriers ne les ont pas utilisées comme bases. Plus d'un millier de personnes meurent et les arrestations massives

31 L. Trotsky *1905* (Pelican 1973) p. 141

32 Certains historiens occidentaux ont longtemps affirmé que la Russie était en train de devenir semblable à l'Occident après 1905 et que, sans la Première Guerre mondiale, le tsarisme aurait pu se transformer en une véritable monarchie constitutionnelle. Mais comme l'a souligné Trotsky, le titre de *samoderzhets* ou d'autocrate figurait toujours dans tous les documents juridiques après 1905 et la Douma ou le parlement n'avait aucun pouvoir réel. La base sociale de la démocratie bourgeoise n'existait pas et ce sont les tentatives des sociaux-révolutionnaires et des mencheviks d'essayer de l'imposer en 1917 qui ont constitué l'imposition artificielle de la révolution russe, et non l'adhésion des bolcheviks aux soviets. En ce sens, 1905 dans son ensemble était véritablement une « répétition générale » pour une autre révolution plus tard.

commencent. Entre 1906 et 1909, plus de 5 000 personnes sont condamnées à mort et 38 000 autres sont envoyées en Sibérie ou emprisonnées. Alors que l'agitation paysanne se poursuit jusqu'en 1906, une campagne de terreur est menée contre les « paysans bien-aimés » du tsar, les cosaques étant lâchés dans les villages pour une campagne de viols et de meurtres. Une véritable expérience constitutionnelle que la paysannerie n'a pas oubliée en 1917[33].

La signification de 1905

La révolution de 1905 a échoué parce que le contrôle des forces armées par le tsar, même s'il a parfois vacillé, ne lui a pas échappé. Au dernier moment, Nicolas II, qui avait passé la majeure partie de la crise automnale à chasser, accepta à contrecœur de faire des concessions constitutionnelles qu'il considéra toujours par la suite comme une défaite. Bien que cette concession ait fatalement affaibli la résistance, Witte, qui a sauvé son trône, est démis de ses fonctions dès que le tsar estime qu'il est en sécurité.

Cependant, la grande scission qui s'est produite entre les ouvriers et les libéraux bourgeois est désormais inscrite dans le sang. Les libéraux avaient accepté le Manifeste d'octobre, ouvrant ainsi la voie aux attaques franches des militaires tsaristes contre la classe ouvrière. Le Manifeste d'octobre a clairement indiqué que la prochaine révolution (quelle que soit sa nature) devrait être menée par le prolétariat, la paysannerie jouant en quelque sorte un rôle de soutien. Paradoxalement, les mencheviks, qui avaient agi avec les bolcheviks dans la plupart des cas en 1905, étaient désormais prisonniers de leur propre vision schématique de l'histoire. Ils continuaient d'affirmer que seule la révolution bourgeoise pouvait suivre et poursuivaient donc encore plus résolument l'idée qu'une alliance avec les libéraux était essentielle pour la « prochaine étape de l'histoire ». Ce marxisme mécanique devait finalement conduire Trotsky à rompre avec eux et à reconnaître qu'il s'agissait là de son principal point d'accord avec Lénine. Trotsky a rejoint les bolcheviks en 1917 après que les thèses d'avril de Lénine eurent rendu absolument claire l'idée qu'une révolution prolétarienne, et non simplement démocratique, était à l'ordre du jour. La principale raison pour laquelle Trotsky et Lénine pouvaient partager la même perspective était qu'ils voyaient tous deux (même s'il leur a fallu 12 ans de plus pour s'accorder sur ce point) que l'arrivée à maturité de la classe ouvrière russe en 1905 signifiait que son destin était désormais lié à celui du reste du prolétariat mondial. Lénine l'a souligné dès janvier 1905 :

« *Le prolétariat du monde entier regarde maintenant avec impatience vers le prolétariat de Russie. Le renversement du tsarisme en Russie, si vaillamment entrepris par notre classe ouvrière, sera un tournant dans l'histoire de tous les pays ; il facilitera la tâche des travailleurs de toutes les nations, de tous les États, de toutes les parties du globe*[34]. »

Trotsky est ensuite allé plus loin dans ce qui est probablement le plus beau passage qu'il ait jamais écrit. En défendant sa thèse de la « révolution permanente » qui « a vu le jour en 1905 », il a conclu que

« *Le caractère international de la révolution socialiste, qui constitue le troisième aspect de la théorie de la révolution permanente, découle de l'état actuel de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, mais un reflet théorique et politique du caractère de l'économie mondiale, du développement mondial des forces productives et de l'ampleur mondiale de la lutte des classes. La révolution socialiste commence sur des bases nationales... mais ne peut être achevée sur ces seules bases. Le maintien de la révolution prolétarienne dans un cadre national ne peut être que provisoire... dans une dictature prolétarienne isolée, les contradictions internes et externes s'accroissent inévitablement avec les succès obtenus. S'il reste isolé, l'État prolétarien doit finalement être victime de ces*

33 Les atrocités commises par le tsarisme sont imputées à l'insurrection de Moscou par le très démocratique Orlando Figes dans son ouvrage *A Peoples' Tragedy* (Pimlico 1996), très apprécié mais effroyablement anti-ouvrier. Comme il attribue à Lénine le déclenchement du soulèvement de décembre (mais qu'il donne ensuite des preuves montrant qu'il s'agissait d'un soulèvement général du prolétariat moscovite), ses œillères sont un peu évidentes. *Op. cit.* pp. 199-201

34 « Le début de la révolution en Russie » dans les *Œuvres choisies* de V. I. Lénine, vol. 1, p. 424.

contradictions. Il ne peut en sortir que par la victoire du prolétariat des pays avancés[35]. »

La reconnaissance du fait que la révolution russe (ou toute autre révolution) ne pouvait être que le début d'une révolution mondiale, et la reconnaissance des conséquences si une telle révolution ne s'étendait pas au reste du monde sont des contributions majeures à la théorie révolutionnaire. Cependant, ce n'est pas vraiment la découverte importante de 1905. Bien qu'il n'ait été que partiellement formulé à Saint-Pétersbourg à l'époque, souvent dans des lettres adressées par des individus au « gouvernement ouvrier », le soviet était la forme historiquement découverte de gouvernement de la classe ouvrière. La classe dirigeante capitaliste nous dit que seule la démocratie peut réellement fournir un gouvernement représentatif et que, pour elle, c'est « la fin de l'histoire » et la fin de la discussion. Mais il est évident que dans la société capitaliste, nous avons une « dictature de la bourgeoisie », puisque ceux qui contrôlent et s'approprient les moyens de production des richesses contrôlent également les moyens de production des idées. Il n'existe nulle part de journaux à grand tirage représentant le point de vue de la classe ouvrière et, de toute façon, le véritable contrôle des médias se fait aujourd'hui par la télévision. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que seuls les partis capitalistes et les idées capitalistes puissent être entendus. Et lorsque nous votons pour un parlement bourgeois, nous élisons un représentant qui n'est pas responsable devant les électeurs pendant des années. Ces représentants votent en fonction de leurs caprices individuels, c'est-à-dire en fonction des groupes de pression professionnels, des *whips* des partis ou de la corruption pure et simple.

Comparez cela au Soviet de Saint-Pétersbourg, où ce sont des délégués et non des représentants qui ont été élus. Les délégués ne votent pas sous la contrainte de l'exécutif mais sur mandat de leurs électeurs et ils doivent retourner directement face à ces électeurs lors de réunions publiques. Ils sont révocables et, en 1905, pouvaient être rappelés à tout moment. Dans de nombreuses usines, des délégués suppléants ont été élus à cette fin (même si, dans la pratique, ils étaient surtout utilisés lorsque le délégué initial était arrêté). Il s'agit là d'une « démocratie directe », si l'on peut dire. Les capitalistes disent que c'est impraticable, mais les travailleurs de la Russie, prétendument arriérée, ont réussi à l'organiser avec succès, même lorsqu'ils n'étaient pas au pouvoir et qu'ils étaient constamment harcelés par l'État en place. Ils ont également démontré qu'ils pouvaient diriger la société. Dans *1905* de Trotsky, il est longuement question de la publication illégale des *Izvestia* dans différents ateliers d'imprimerie chaque nuit. L'atelier était saisi et la direction était invitée à coopérer. Si on lui disait qu'il n'y avait pas d'électricité parce que les centrales électriques étaient en grève, le comité envoyait une délégation et, dans l'heure qui suivait, le courant était rétabli. Les services postaux et télégraphiques fonctionnaient de la même manière. Même des historiens bourgeois comme Anweiler, qui détestent la révolution bolchevique de 1917, reconnaissent le succès du soviet de Saint-Pétersbourg et d'autres soviets.

Les soviets étaient, bien sûr, « hiérarchiques ». Certains utilisent ce mot aujourd'hui comme s'il signifiait « dictatorial », mais dans toute société de masse, il doit y avoir une certaine chaîne de responsabilité, un certain lien entre les différents éléments de la société. Les soviets avaient des comités exécutifs qui géraient tout au jour le jour, mais l'assemblée se réunissait également tous les jours pour discuter des plans et des problèmes futurs. Les soviets envoyaient des délégations les uns aux autres pour tenter de coordonner les activités. Rien de tout cela n'était parfaitement organisé, mais dans un processus révolutionnaire réel, il doit y avoir des inventions *ad hoc* (sinon ce ne serait pas vraiment une révolution). À Saint-Pétersbourg, il y avait un délégué pour 500 travailleurs, à Moscou 400 et dans les petites villes 100. Dans certains endroits, les petites usines étaient surreprésentées, dans d'autres, on leur

35 Cité dans *Trotsky : A Documentary* de Francis Wyndham et David King, Penguin Books, 1972, p. 30.

demandait de se regrouper pour que les « circonscriptions » des délégués restent numériquement égales. Dans certains endroits, le soviet est revenu à une élection territoriale et a remplacé le conseil municipal (douma municipale). Cela pose également une question intéressante puisqu'il s'agissait d'un retour à un principe similaire à celui de la Commune de Paris, où la plupart des ouvriers travaillaient dans de petits ateliers et où les représentants étaient donc élus au niveau territorial. Dans les sociétés capitalistes modernes avancées, où la classe ouvrière est de plus en plus fragmentée en unités plus petites, il pourrait également s'agir d'une forme future de soviet.

Parti et classe

Le soviet est né de la nécessité pratique de coordonner des grèves de masse. On affirme parfois qu'ils ont été suggérés pour la première fois par certains mencheviks. C'est peut-être vrai, mais ce n'est pas important. Le fait est que l'idée a pris vie parce qu'elle correspondait à la fois aux besoins immédiats et à l'expérience historique de la classe ouvrière russe. Comme nous l'avons démontré dans la première partie de cet article, elles se sont produites en Russie d'abord en raison des arrangements institutionnels particuliers qui ont historiquement fonctionné sous le tsarisme. Cependant, ils se sont progressivement transformés en quelque chose de plus significatif - une nouvelle forme de représentation politique des travailleurs.

Se pose alors la question des minorités révolutionnaires, des partis socialistes et de leurs relations avec le soviet. Au début, lorsqu'il fut suggéré d'accorder une représentation spéciale aux membres des partis politiques, de nombreux travailleurs s'y opposèrent en criant « Pas de polémique » et les places réservées aux trois partis socialistes étaient uniquement consultatives. Cependant, au fur et à mesure que la lutte s'intensifie et que les partis politiques s'impliquent davantage dans la lutte, cette préoccupation s'estompe. Le tsarisme augmentant la pression sur le soviet, il devint évident que les idées « politiques » ne pouvaient être tenues à l'écart des discussions et c'est ainsi que le soviet se transforma à la fois en un parlement ouvrier et en un embryon de gouvernement.

Ce que 1905 a démontré, c'est que l'embryon ne pouvait pas se développer entouré d'un État hostile et armé. Si les soviets se sont admirablement comportés en tant qu'organes d'auto-organisation, ils n'en ont pas moins été confrontés à la question de savoir « qui gouvernait ? ». Comme le dira plus tard Lénine :

« *Tant que le pouvoir restera entre les mains du tsar, toutes les décisions des représentants, quels qu'ils soient, resteront de vains et misérables bavardages*[36]. »

C'est la raison pour laquelle Lénine a préconisé la préparation d'un soulèvement armé (y compris la propagande auprès des troupes hésitantes) dès les premiers jours qui ont suivi le Dimanche sanglant. En fin de compte, le soulèvement de Moscou a été soutenu par le Soviet comme un dernier acte désespéré pour lutter contre la contre-révolution qui s'annonçait. Ce qui est significatif, c'est qu'il a lancé son appel le 20 décembre avec les noms conjoints des bolcheviks, des mencheviks et des révolutionnaires socialistes.

« *Ce sont cependant les bolcheviks qui ont fourni l'organisation et la plupart des détachements de combat pour l'insurrection qui a suivi*[37]. »

1905 soulève donc également la question de la relation entre le parti et la classe. Le soviet était l'organe qui représentait l'ensemble de la classe. Il est né d'une situation spécifique dans laquelle il fallait coordonner une série de luttes. Il est ensuite devenu l'ébauche d'un éventuel système de gouvernement ouvrier. Cependant, il souffrait de deux faiblesses face à l'État existant. Il n'avait pas de programme révolutionnaire en tant que tel et, une fois la lutte éteinte, le soviet l'a été aussi. Ce qui subsiste, ce sont les différents partis

36 Cité dans N. Harding *Lenin's Political Thought* [Macmillan 1977] Vol. 1 p. 226
37 Harding *op. cit.* p. 204

prolétariens. Au cours de la lutte contre le tsarisme, le soviet a été contraint de faire de plus en plus appel aux conseils des partis politiques parce qu'ils avaient déjà débattu théoriquement des questions qui se posaient à la révolution. Comme l'écrivait Lénine en 1905 :

« *La révolution enseigne sans aucun doute avec une rapidité et une profondeur qui semblent incroyables dans les périodes pacifiques de développement politique. Et ce qui est particulièrement important, c'est qu'elle enseigne non seulement aux dirigeants, mais aussi aux masses*[38]. »

C'est ce qui s'est passé au Soviet. Au début, de nombreux délégués souhaitaient simplement coordonner les luttes pour des choses telles que la journée de huit heures (ce que les travailleurs faisaient de toute façon sans attendre le soviet), mais lorsqu'il est devenu évident que même les petites revendications étaient satisfaites par les baïonnettes, ils ont commencé à accepter qu'ils devaient prendre des mesures politiques pour diriger la classe ouvrière. C'est ainsi que Yanovsky/Trotsky, âgé de 26 ans, s'est retrouvé à rédiger des appels aux soldats pour qu'ils se mutinent et qu'ils s'opposent au Manifeste d'octobre. Il est important de reconnaître que la révolution de la classe ouvrière n'est pas seulement une question de forme, mais aussi de contenu politique. Le soviet peut être l'organe représentatif authentique de l'ensemble de la classe (ou du moins de la partie active de celle-ci) mais, surtout au début de tout mouvement, il peut être dominé par des forces et des idées assez conservatrices. Il peut s'écouler un certain temps avant qu'un programme prolétarien ne soit entendu et, a fortiori, qu'il ne remporte la victoire au sein du soviet[39]. L'organe qui maintient le programme prolétarien en vie entre les périodes de lutte afin qu'il puisse être défendu au soviet est le parti politique de classe. En décembre 1905, la plupart des travailleurs commençaient à le reconnaître, mais il était déjà trop tard... pour cette fois. Comme l'a conclu Lénine juste après l'événement :

« *Des mois de révolution éduquent parfois les citoyens plus rapidement et plus complètement que des décennies de stagnation politique*[40]. »

Cela a beaucoup en commun avec les propos de Rosa Luxemburg cités au début de cet article. Cela peut surprendre ceux qui croient que Lénine s'en tenait simplement à la position de *Que faire ?* selon laquelle les travailleurs ne peuvent parvenir à une conscience syndicale s'ils sont laissés à eux-mêmes. Il est clair que la révolution de 1905 a eu un impact sur les « dirigeants » comme sur les masses. Lénine croyait toujours que les révolutionnaires accédaient à la conscience d'une manière différente de la masse de la classe ouvrière, mais il reconnaissait désormais qu'il s'agissait d'univers liés. Le point de vue de Lénine selon lequel « sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de pratique révolutionnaire » doit être opposé à son autre point de vue selon lequel le parti n'est un parti que s'il apprend des actions de la classe. Il rappellera plus tard aux bolcheviks que ce sont les travailleurs qui « agissent et transforment la théorie terne en réalité vivante ». Au-delà de la théorie, Lénine a également compris que 1905 devait transformer la nature du parti bolchevique. Au lieu du petit organe illégal et soudé qu'il avait préconisé en 1902, il reconnaissait désormais que le nouveau statut semi-légal de la social-démocratie nécessitait une nouvelle forme d'organisation du parti. Il appelle désormais le parti à recruter de nouveaux membres puisqu'il

« *a stagné en travaillant dans la clandestinité... rassemblez tous les ouvriers sociaux-démocrates autour de vous, incorporez-les dans les rangs des organisations du Parti...*

38 « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » in V. I. Lénine *Œuvres choisies* Vol. 1 p. 425

39 Il ne faut pas oublier que les sociaux-démocrates allemands ont réussi, fin 1918, à faire voter les conseils ouvriers d'Allemagne contre la participation de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht afin d'écarter le programme communiste de la discussion. C'est exactement le contraire de ce que les travailleurs russes avaient voté en 1905. Une fois les deux révolutionnaires assassinés, les conseils ont voté pour un régime parlementaire bourgeois où la Wehrmacht (l'armée allemande) était le pouvoir derrière le régime.

40 *Œuvres complètes* Vol. 8 p. 564

laissez l'esprit frais de la jeune Russie révolutionnaire se déverser à travers eux[41]. »

Il constate également l'inflexibilité de nombreux anciens comités bolcheviques face à la nouvelle situation et appelle à confier davantage de responsabilités à des travailleurs nouveaux et plus jeunes. Parallèlement, le principe du « centralisme démocratique » est désormais adopté. Cela signifie que chacun a le droit de débattre de toute décision (et non pas comme on l'a caricaturé plus tard sous le stalinisme) tant que cela ne perturbe pas l'action déjà décidée. On voit donc que la révolution de 1905 a aussi donné au prolétariat russe un parti essentiellement nouveau.

Conclusion

Il n'est peut-être pas surprenant qu'au fur et à mesure que 1905 s'estompait dans les mémoires, une partie de sa signification ait eu tendance à se perdre ou à être occultée. Les mencheviks, comme nous l'avons vu, se sont comportés comme s'ils n'y avaient jamais pris part. Rosa Luxemburg n'a jamais fait référence au Soviet dans son analyse des grèves de masse de 1905. Même Trotsky, qui écrivait de façon exagérée depuis sa cellule de la forteresse Pierre et Paul en 1906 que

« [...] *le Soviet était réellement un embryon de gouvernement ouvrier [...]. Le Soviet était dès le départ l'organisation du prolétariat, et son but était la lutte pour le pouvoir révolutionnaire* »

était, quelques mois plus tard, en train de l'écarter comme un épisode historique passé. Il conclut maintenant que

« *La révolution est avant tout une question de pouvoir, pas de forme d'État...*[42] »

Lénine, au contraire, a toujours soutenu que

« *[...] le Soviet des députés ouvriers doit être considéré comme l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire provisoire.* »

tout en, et nous l'incluons pour calmer les conseillistes, déclarant également que

« *Il me semble que pour mener la lutte politique, le Soviet... et le parti sont tous deux, à un degré égal, absolument nécessaires*[43]. »

Cependant, la relation précise n'a pas pu être définie en 1905, car les soviets ne sont jamais devenus le pouvoir d'État. Ce n'est qu'en 1917 que la question de la relation entre les organes de masse de la représentation de la classe ouvrière et le parti de classe a été posée. Personne n'avait planifié ou prévu ce qui s'est passé, mais l'établissement d'un cabinet (même en coalition avec un autre parti révolutionnaire comme les révolutionnaires sociaux de gauche), qui n'était pas directement responsable devant les soviets, constituait une violation du principe du délégué du soviet. Bien qu'au départ, la question n'ait pas été clairement posée puisque, pendant près d'un an, toutes les décisions étaient également discutées par l'exécutif soviétique (qui aurait dû être le véritable sommet du pouvoir), cette décision allait plus tard coûter cher à la révolution. Les bolcheviks n'étaient pas seulement les représentants des meilleurs éléments de la classe ouvrière russe, mais aussi du prolétariat international. En créant le Conseil des commissaires du peuple, ils ont confondu ces deux rôles et sont finalement devenus les exécutants de la contre-révolution. Nous en payons encore aujourd'hui les conséquences en termes de confusion idéologique au sein de la classe ouvrière[44].

41 *Œuvres complètes* Vol. 10 p. 38

42 La première citation est tirée de *1905*, p. 266, la seconde est tirée de *Bilan et perspectives* (écrit plus tard en 1906).

43 Extrait de « Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers. Lettre à l'éditeur (du journal bolchevique *Novaïa Jizn*) » en octobre 1905. Cité dans T. Cliff *Lenin* Vol. 1 p. 163.

44 Pour en savoir plus sur la révolution russe, voir notre brochure 1917 et pour la contre-révolution, voir *Internationalist Communist* n°20 et *1921 Beginning of the Counter-revolution*. Les deux brochures sont disponibles à partir de notre adresse, au prix de 2 livres sterling plus les frais d'envoi.

Même si la classe ouvrière est aujourd'hui partout en recul, 1905, ou plutôt les 1905, reviendront. Les contradictions fondamentales d'un système mondial d'exploitation n'ont pas changé au cours du siècle dernier. De nouvelles luttes sont inévitables. Les gains de conscience et de compréhension politique que la classe ouvrière a tirés des luttes du siècle dernier n'ont pas été perdus. Ils sont défendus par des organisations comme la nôtre, qui sont peut-être actuellement de minuscules minorités, mais qui sont les précurseurs d'un nouveau parti international qui sera lui aussi véritablement internationaliste. Il mènera la lutte contre la domination capitaliste en injectant le programme révolutionnaire dans les nouvelles vagues de luttes. Plus important encore, de nouvelles instances de classe naîtront de la lutte elle-même, qui montreront la voie vers un autre ordre mondial fondé sur la coopération et l'égalité. Leur victoire finale dépendra de l'équilibre des forces entre les travailleurs et les capitalistes à ce moment-là. Le message reste donc le même que celui lancé par Rosa Luxemburg dans les années 1890 : « socialisme ou barbarie ».

Jock
Communist Workers' Organisation
2004

Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe (3e partie)

3 – États-Unis

Nous avons déjà traité du contexte économique mondial, dont celui des USA, nous y revenons encore ; bien évidemment le contexte aux États-Unis donne le ton pour l'ensemble du bloc occidental.

La conflictualité des années 1960 y est aussi nettement marquée sous la forme de grèves sauvages, les grèves non impulsées par les syndicats, et non autorisées par eux en raison de clauses anti-grèves signées avec les patrons. (33 % des grèves sont sauvages en 1968, et 40 % en 1972). Parfois, des grèves non sauvages sont organisées par les syndicats dans le seul but de reprendre en main un conflit, de faire baisser la pression et de faire accepter le contrat (conventions collectives) mis au point avec les patrons. En 1964, 8,7 % des contrats ont été rejetés par les travailleurs. Le chiffre passe à 10 % en 1965, 11 % en 1966, 14 % en 1967.

Bien sûr, il faut faire une place à tous les mouvements contestataires qui expliquent la conflictualité générale : anti-guerre au centre du mouvement, étudiants, noirs : *black power*, chicanos, peuples indigènes, femmes. Et surtout au mouvement dans les ghettos noirs.

1 - 13-16 août 65

Les émeutes de Watts se produisent dans le ghetto de Watts à Los Angeles, elles sont le début d'un mouvement qui va enflammer tous les ghettos noirs des États-Unis. Entre le 13 et le 16 août 1965, la population noire de Los Angeles se soulève. Un incident opposant policiers de la circulation et passants se transforme en deux journées d'émeutes spontanées. Les renforts croissants des forces de l'ordre n'ont pas été capables de reprendre le contrôle de la rue.

Vers le troisième jour, les Noirs ont repris les armes[45], pillant les armureries accessibles, de sorte qu'ils ont pu tirer même sur les hélicoptères de la police. Des milliers de soldats et de policiers - le poids militaire d'une division d'infanterie, appuyée par des tanks - ont dû être envoyés dans la lutte pour cerner la révolte dans le quartier de Watts ; ensuite pour le reconquérir au prix de nombreux combats de rue, durant plusieurs jours,

45 22 % des noirs ont joué un rôle dans les émeutes et 58 % estiment qu'elles auront des conséquences positives. Sur les 50 % de personnes défavorables aux violences, seulement un quart blâme les émeutiers.

les insurgés ont procédé au pillage généralisé des magasins, et y ont mis le feu. Selon les chiffres, officiels, il y aurait eu 34 morts, dont 27 Noirs, plus de 1000 blessés, 3 000 emprisonnés. Environ 14 000 membres de la Garde nationale californienne aident à réprimer les émeutes, qui causent également 40 millions de dollars de dommages matériels.

2 - Détroit 1967-68

La pression de la classe ouvrière noire a modifié le niveau d'emploi dans les usines. Au moment de la rébellion de Détroit en 1967, la majorité des travailleurs de l'automobile de la région métropolitaine de Détroit étaient noirs. Ces travailleurs étaient une combinaison de travailleurs plus âgés et de longue date avec des jeunes qui prenaient ce qui était là pour acquis. Les révoltes ont commencé contre le mouvement vers de nouvelles formes d'organisation. Les travailleurs noirs ressentaient le plus intensément l'exploitation et l'aliénation ; ils ont ouvert la voie à de nouvelles luttes. La rébellion de Detroit de 1967 a exposé la vulnérabilité des sociétés automobiles aux autres populations de l'Amérique industrielle.

Regroupée aux côtés de quatre autres usines Chrysler - Huber Foundry, Winfield Foundry, Chrysler Forge et Plymouth – l'usine d'Eldon employait plus de 4 000 personnes, dont 70 % étaient noires. Eldon était entourée d'une immense zone de stockage et de revêtement, et abritait 2600 machines-outils de 170 différentes utilisations. Dans un rapport au National Labor Relations Board du 30 novembre 1971, Chrysler Corporation a décrit Eldon comme « s'occupant principalement de l'usinage de pièces métalliques pour les essieux arrière de la plupart des automobiles construites par Chrysler, dont elle est la seule source, ainsi que des autres pièces d'essieux. » Les travailleurs considéraient cette usine clé comme l'usine la plus ignoble de Detroit

Le 8 juillet 1968, une grève sauvage éclate contre les conditions dans l'usine de Hamtramck. La grève a été observée par quelque 4 000 travailleurs, a duré 2,5 jours et a empêché la production de 3 000 voitures.

3 - L'année 1970

Le Bureau américain des statistiques du travail, dans sa comptabilité de l'année 1970, a révélé une statistique extraordinaire : il y eut, au cours de cette seule année, 5 716 grèves, impliquant 3 millions de travailleurs.

On a vu alors des grèves dans presque toutes les catégories d'emploi. À Chicago, une grève des camionneurs - "*une révolte contre la direction du syndicat*", selon le *New York Times* - s'est étendue à tout le pays, y compris à Los Angeles et à Cleveland, où des piquets de grève itinérants ont affronté la police et les gardes nationaux. Le *Times* rapporte qu'à Cleveland, les grévistes ont mis en place un système de patrouilles itinérantes qui, selon eux, peut rassembler 300 hommes en une heure pour arrêter tout camion transportant des marchandises dans la région. Les grévistes autorisent les camions transportant de la nourriture, de la drogue et de la bière à continuer, mais ils se sont indignés lorsqu'ils ont trouvé des camions transportant d'autres marchandises. Il y a eu des jets de pierres, des pare-brises ont été brisés, des pneus crevés et des tuyaux d'air comprimé coupés.

3 – 1 - La plus grande grève sauvage aux États-Unis : grève des Postes fédérales[46]

Le 12 mars, un caucus de la branche n°36 (Manhattan-Bronx) de la *National Association of Letter Carriers* (NALC) a pris l'initiative de demander un vote en faveur de la grève pour la branche. La grève quand il s'agit d'un organisme du gouvernement fédéral est illégale depuis 1912.

C'est exactement ce que la branche n° 36 a voté pour le 17 mars. Des piquets de grève sont dressés à minuit dans toute la ville de New York. D'autres sections de la NALC votent la grève, elle s'étend au New Jersey, au Massachusetts, au Connecticut, à la Pennsylvanie, puis à l'Ohio,

46 In Brochure de *Root and Branch* "Le surgissement du mouvement ouvrier" - un article : "On the wildcat strike of US postal workers in 1970 and its implications". https://libcom.org/article/notes-postal-strike-stanley-aronowitz-and-jeremybrecher

l'Illinois, le Michigan, le Colorado et la Californie. Ils ferment 671 bureaux de poste dans des dizaines de villes et villages à travers les États-Unis. Des employés, des manutentionnaires, des agents d'entretien, des conducteurs de véhicules motorisés et d'autres corps de métier d'autres syndicats postaux se joignent à ce qui est devenu la plus grande "grève sauvage" (non autorisée par un syndicat national) de l'histoire américaine. Plus de 200 000 postiers font grève pendant huit jours. Les grévistes bénéficient du soutien de la majorité des Américains.

La grève prend fin le 25 mars lorsque les grévistes sont convaincus de reprendre le travail après des négociations avec des responsables de l'administration Nixon. Personne n'a été licencié ou emprisonné. D'autres négociations aboutissent à une loi signée en août par Nixon accordant une augmentation de 14 %, avec un salaire maximal "comprimé" pendant 8 ans au lieu de 21, et des droits complets de négociation collective (sauf le droit de grève) dans le cadre d'une agence gouvernementale qui sera créée et appelée U.S. Postal Service.

3 – 2 - Les grèves sauvages et les "piquets étrangers" dans les bassins houillers.

Au cours des années 1970, des milliers de grèves sauvages ont eu lieu dans les bassins houillers - des grèves qui commençaient généralement dans une seule mine, souvent pour des questions de sécurité, mais qui, grâce à la solidarité et à l'ingéniosité des mineurs, s'étendaient de la Virginie occidentale jusqu'au sud de l'Illinois en quelques jours seulement[47]. "Domestiquer les *wildcats* du charbon" est devenu la préoccupation majeure des grandes entreprises comme l'observait *The Economist* à propos d'une grande grève sauvage en 1975.

On disait qu'il faudrait davantage de charbon, presque le double de ce qui est extrait actuellement, d'ici 1985 si les États-Unis ne veulent pas rester à la merci des fournisseurs d'énergie étrangers. Mais alors, cet objectif semblait plus éloigné que jamais, car 65 000 mineurs de charbon ont décidé de respecter les piquets de grève, au mépris des tribunaux et des ordres de leurs dirigeants syndicaux. Le débrayage a duré quatre semaines à la suite de la suspension d'un seul mineur en Virginie occidentale et s'est étendu à sept États[48].

Business Week affirmait : « *Un taux d'absentéisme élevé et de fréquentes grèves sauvages ont privé les exploitants de charbon de la stabilité qu'ils pensaient avoir négociée avec les* United Mine Workers. *L'UMW, mal dirigé et divisé par des années d'agitation politique, n'a pas réussi à fournir une main-d'œuvre disciplinée* »[49].

Ces grèves se sont propagées par la pratique du "piquet des étrangers". Les mineurs en grève installaient un piquet de grève dans une autre mine en activité, souvent la "mine d'à côté". La tradition veut que les mineurs ne franchissent pas un piquet de grève même s'ils ne savent pas qui en est l'auteur, d'où l'expression "piquetage par un étranger". Le processus pouvait alors se répéter à l'infini, étendant une lutte locale sur des questions de sécurité ou d'autres griefs comme le notait *The Economist*[50].

Les *wild strikes* et le "piquetage étranger" se sont intensifiés dans les années 1970. Pendant la période de mécanisation des mines dans les années 1950 et 1960, il y avait très peu de grèves sauvages - moins de deux cents par an. En 1970, le nombre de grèves sauvages annuelles est passé à cinq cents. Avec la vie des mineurs en jeu et une procédure de réclamation que les mineurs considéraient (à juste titre) comme lente et inefficace, la grève sauvage est de plus en plus considérée comme l'arme la plus puissante du mineur. En 1977, les grèves sauvages ont coûté à l'industrie du charbon 2,5 millions de "jours-hommes" perdus.

47 https://isreview.org/issue/74/miners-strike-1977-78/index.html
48 https://isreview.org/issue/74/miners-strike-1977-78/index.html
49 cf. : Mike Yarrow, "What the miners really want," *Nation*, 4 mars 1978, 232.
50 cf. : Moody et Woodward, *Battle Line*, 15–16

4 - Le conflit de Lordstown 1972, il a intéressé les milieux révolutionnaires[51] à l'époque car il portait en germe de nouveaux rapports sociaux.

En 1971-1972 a lieu le fameux conflit de l'usine General Motors de Lordstown (Ohio) usine de carrosserie Fischer, une usine Chevrolet et une usine de montage de camions Chevrolet qui comporte 13000 ouvriers[52]. Ce conflit a été connu en France par la brochure du groupe « 4 millions de jeunes travailleurs », Lordstown 72 ou les Déboires de la General Motors a beaucoup contribué à la vulgarisation du thème de l'anti-travail. La revue britannique *Solidarity*[53] documente ces pratiques.

Face à la pression de la direction pour augmenter la productivité, les travailleurs décident de continuer à travailler à leur ancien rythme. Le syndicat n'y est pour rien. Le responsable local déclare, un peu effrayé, que *"ces types sont devenus des tigres. Ils ont des tripes. On ne les voyait jamais aux réunions syndicales, et maintenant on les retrouve à la cantine en train de scander "Solidarité !"* La résistance à la hausse des cadences se traduit aussi par la hausse de l'absentéisme. A la question "comment se fait-il que vous ne travailliez que quatre jours par semaine ?", un ouvrier répond qu'il ne gagne pas assez en trois jours. L'absentéisme atteint 20 % du personnel certains jours d'été et, dans de tels cas, la direction bouche les trous avec tous les balayeurs, chauffeurs et autres personnels sur lesquels elle peut mettre la main. Il y eut aussi beaucoup de sabotage.

Le 1er février 1972, 85 % des ouvriers votent à 97 % en faveur de la grève, qui commence le 2 mars. Elle dure vingt-deux jours. De bout en bout, elle est parfaitement contrôlée par le syndicat et s'achève par un accord en vertu duquel 540 ouvriers sont réembauchés, tandis que 800 mises à pied (sur 1 200) sont suspendues.

4 – Belgique

*** Le contexte politique et économique**[54].

La situation économique n'est pas différente en Belgique. Le 27 septembre 1960, le Premier ministre Gaston Eyskens dévoile devant la Chambre les grandes lignes d'un vaste programme d'austérité. C'est la "loi unique". Loi inique, selon ses détracteurs. Face aux hausses d'impôts et aux ponctions dans les caisses de la Sécurité sociale, les réactions ne se font pas attendre : manifestations, arrêts de travail, du nord au sud du pays. Le mouvement ne tarde pas à se radicaliser, principalement dans les bassins industriels wallons. D'abord déclenché dans les services publics, le mouvement se propage rapidement dans tous les secteurs de Wallonie et dans les grandes villes de Flandre. C'est la "grève du siècle", qui va durer 5 semaines[55].

« *Tout commence le 14 décembre 1960. Plusieurs arrêts de travail spontanés éclatent à travers le pays. Ils ciblent le plan d'austérité corsé qu'a échafaudé le gouvernement de Gaston Eyskens, réunissant sociaux-chrétiens et libéraux. Nouveaux impôts, relèvement de l'âge de la retraite dans le secteur public, contrôle accru des chômeurs... L'ensemble est rassemblé dans un texte fourre-tout : la Loi Unique. Assez vite, le mouvement se durcit. Le port d'Anvers est à l'arrêt. Trains et trams cessent de circuler. Les grands magasins baissent leur rideau. La gare de Liège-Guillemins est saccagée. La révolte prend une tournure insurrectionnelle. Elle durera jusqu'à fin janvier. Il y aura quatre morts.* » (*Le Vif*, 14/12/10)

En rapport avec l'importance de ce mouvement de grève générale, les révolutionnaires ont tenu à faire un point contre tous ceux qui une fois de plus, comme aujourd'hui - cette vision n'est pas nouvelle - pérorent sur la disparition de la classe ouvrière. Il apporte un démenti à tous les « observateurs » bourgeois :

« *Le mouvement belge apporte (…) le démenti le plus cinglant à tous ceux qui, se livrant à des calculs aussi laborieux que délicats sur le nombre de postes de télévision, de frigidaires, d'autos à deux, trois ou quatre chevaux,*

51 Cf. : Brochure de L'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires (OJTR). Republié aux éditions de l'Oubli en 1977

52 Le nouveau mouvement ouvrier américain (*Root and branch*), Spartacus, 1978 pages 53 et suivantes.

53 *Solidarity*, n° 46 - Londres, décembre 1973 - Ken Weller, « The Lordstown Struggle... » article cité.

54 Cf. : page 16 et 17, dossier numéro 4 de mars 1970 : L'Europe sauvage, de *L'idiot international*

55 Les interprétations de la grève - Cf. : https://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=337&lang=en#ftn21

machines à laver, à broyer, à aboyer, à abrutir, en étaient arrivés à la conclusion que la classe ouvrière n'existait plus ! Non, la classe ouvrière n'est pas envolée, disparue, effacée, dissoute dans la masse du « peuple », de la « nation », comme le souhaitent en leur for intérieur tous les bourgeois, les petits-bourgeois et les réformistes de toutes eaux. Le mouvement belge le prouve : elle est toujours là. » (*Programme communiste*, avril-juin 1961).

La bourgeoisie va réagir en poussant au fédéralisme. C'est comme toujours, le diviser pour mieux régner. Le premier projet de « clichage » de la frontière linguistique entre Flandre et Wallonie fut déposé à la Chambre le 14 novembre 1961.

*** 1966 : Les grèves du Limbourg[56]**

« *Tout a commencé par la décision du gouvernement de coalition (socialistes et social-chrétiens) de fermer le premier octobre prochain les charbonnages non rentables de la région du Limbourg. 44 ouvriers venaient de recevoir un préavis de congé et 150 ouvriers, 120 employés devaient être licenciés lorsque les mineurs de Zwartberg décidèrent de se mettre en grève.* »

« *...Après 8 jours de grève dans ces conditions, les mineurs commencent à se lasser de cette situation et surtout de la passivité syndicale. Ils s'en prennent alors aux représentants de la CSC et de la FGTB, ce qui amène le Conseil Communal de Genk à voter une résolution demandant le retrait des préavis de licenciement dans la mine de Zwartberg* ».

« *A cela, viennent s'ajouter des manifestations de groupes flamingants qui se dirigent en cortège vers la mine de Zwartberg, précédés de calicots : "pas de fermeture", "solidarité pour Zwartberg", "grève générale". Après le départ de ces manifestants, les gendarmes provoquent les mineurs, qui ripostent en incendiant deux véhicules* ».

« *Pendant ce temps, les syndicats arrivent à obtenir le retrait des préavis déjà envoyés (pour un mois)….. Les grévistes refusent cette aumône que les syndicats entendaient payer de la reprise immédiate du travail et de l'arrêt de l'action syndicale pendant un mois. Les mineurs chassent alors les représentants syndicaux ; un comité de grève est élu ; les lignes de téléphone sont coupées ; la ligne de marchandises (charbon) de Hasselt-Eisden est bloquée à Zwartberg* ».

« *Le lendemain, lundi 31 janvier, des délégations de mineurs vont faire débrayer les mines voisines occupées par les gendarmes. Ces derniers tirent : deux mineurs sont tués* ».

« *Des mouvements de solidarité sont déclenchés le lendemain dans un certain nombre d'entreprises belges. Plus de 10 000 travailleurs liégeois arrêtent le travail à Cockerill-Ougrée, à Espérance-Longdoz et à Herstal. Le comité de la Fédération liégeoise adopte la résolution suivante : "Flamands ou Wallons, les morts sont toujours du même côté, solidarité entière avec les mineurs en grève à Zwartberg". Des manifestants défilent à Cockerill-Ougrée, et à Seraing : "Camarades du Limbourg nous sommes avec vous", et le jour des obsèques, c'est l'arrêt général du travail dans le Limbourg.* »

L'article note les caractéristiques du mouvement qui sont celles de toutes les autres luttes que nous mentionnons dans ce travail.

« *- l'absence de préavis de grève,*

- les cortèges d'assistance matérielle aux mineurs qui se forment en ville,

- la détermination des mineurs à poursuivre la grève lorsque les syndicats leur demandent de reprendre le travail,

- la formation d'un comité de grève de 8 membres,

- le blocage de la ligne de chemin de fer Hasselt-Eisden,

- les délégations envoyées aux mineurs des Puits voisins : pour que ces derniers cessent le travail et les rejoignent dans la lutte,

- les mouvements de solidarité déclenchés un peu partout, en particulier à Cockerill-Ougrée.

Tous ces faits montrent d'une façon évidente la combativité des travailleurs et leur volonté de s'organiser. »

La vague de grèves de 1970-74 : le mai 68 belge[57]

56 *Pouvoir Ouvrier*, N°76 - Février-Mars 1966.

57 https://marxiste.be/index.php/60-histoire/671-la-vague-de-greves-de-1970-74-le-mai-68-belge

Presque toutes les grèves de l'époque sont « spontanées », au sens où elles n'ont pas été déclenchées et contrôlées par la direction syndicale. Comme souvent, les syndicats étaient alors trop englués dans le dialogue social.

Quelques chiffres éloquents illustrent l'ampleur du mouvement en Belgique. Selon l'historien Rik Hemmerijckx : « *De 1970 à 1973, on n'enregistre pas moins de 698 grèves. Les années 1970-71 peuvent être décrites comme particulièrement « chaudes », le nombre de journées de travail perdues étant égal à celui des neuf années précédentes.* » Il est clair que la direction des syndicats n'a rien fait pour relier ces mouvements de grève les uns aux autres et pour proposer un programme commun. En conséquence, la vague de grève s'est terminée vers 1974.

Plusieurs tentatives d'organisation de comités de grève sur une base régionale ont eu lieu. En vain. La plus grande pierre d'achoppement était de savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des syndicats, qui finalement organisaient encore la masse des travailleurs. Il fallait contrer les influences gauchistes.

5 - En Italie

Dans les années 1960 et 1970, l'Italie est le théâtre de conflits socio-politiques très intenses, accompagnés d'une présence massive du recours à la violence tant de la part de mouvements et d'organisations politiques que des forces de l'ordre et des institutions étatiques.

Les premières révoltes ouvrières visant les syndicats détermineront une scission au sein des *Quaderni Rossi*[58]. Le soutien porté à la contestation violente entraîne la scission dans la revue. Le groupe scissionniste donnera vie à la revue *Classe Operaia*[59] en 1963. Pour ces derniers le comportement antagoniste des ouvriers à l'égard des syndicats représente d'ores et déjà le paradigme d'un refus de toute médiation institutionnelle. D'où l'effort de *Classe Operaia* de théoriser toute une série de conduites ouvrières, allant des actes de sabotage à la grève « sauvage », comme des gestes politiques de non-collaboration avec l'ordre capitaliste. L'extrême gauche, en particulier ses deux organisations principales, Lotta Continua[60] et Potere Operaio[61], va développer les analyses de *Classe Operaia* dans une direction insurrectionnelle et autogestionnaire.

L'on voit, ici, les premières conséquences de la nouvelle lutte de classe sur une partie des intellectuels.

De la révolte de la Piazza Statuto[62] à 1968-1969 et l'« automne chaud »

En 1962, une grande vague de grèves ouvrières – la plus importante depuis la fin de la guerre – débouche entre le 7 et le 9 juillet sur la célèbre révolte de la Piazza Statuto à Turin : des ouvriers prennent d'assaut le siège du syndicat UIL, qui vient de signer avec FIAT un accord séparé. Les affrontements entre les ouvriers et la police ne s'arrêteront qu'au bout de trois jours, lorsque les forces de l'ordre occuperont militairement la Piazza Statuto.

La colère qui éclate contre l'accord vise le refus des augmentations salariales, la révision des horaires, des rythmes du travail et de la discipline interne à l'usine. Dès lors, l'usine devient de plus en plus le théâtre de pratiques de sabotage, d'occupations, de grèves sauvages que les syndicats et les partis de gauche n'arrivent plus à encadrer dans leur schéma habituel de la représentation et de la collaboration entre capital

58 Fondé en 1961 dans lequel écrivaient Mario Tronti, Antonio (Toni) Negri, Alberto Asor Rosa, et Danilo Montaldi

59 Le journal existera de 1964 à mars 1967, le sous-titre portait : mensuel politique des travailleurs en lutte.

60 Une des plus importantes organisations de la « gauche extraparlementaire » italienne jusqu'au milieu des années 1970 ; de tendance opéraïste, aux côtés de Potere Operaio. Au départ, suivant les principes de la théorie opéraïste, Lotta Continua prône la stratégie de l'insurrection ouvrière : celle-ci doit naître spontanément à partir des luttes dans les usines, puis, dans un deuxième temps seulement, la lutte armée devrait surgir *sui generis* d'un affrontement inéluctable avec l'État. Mais peu à peu, l'organisation va changer sa stratégie et passer aux actions armées. La plus célèbre est l'assassinat du juge Luigi Calabresi en 1972.

61 Organisation opéraïste fondée en 1967 dont les principaux dirigeants sont Toni Negri, Franco Piperno, Lanfranco Pace et Oreste Scalzone.

62 *Battaglia Comunista*, N°7, juillet 1962, « Les hooligans de la Piazza Statuto ont fait avancer la cause des travailleurs » in Onorato Damen, *Écrits choisis*, Éditions Prometeo, Paris, 2016

et travail. C'est la guérilla permanente à l'intérieur de l'usine. La séquence des luttes des années 1960 débouche, en 1969, sur les grandes grèves de « l'automne chaud ».

En 1965, une grève a lieu à Biella à côté de Turin, elle est caractéristique des nouvelles formes de lutte. Biella était la capitale de l'industrie lainière. En septembre 1965, le patronat qui croit avoir les mains libres, entreprend d'accélérer la "rationalisation". Il s'agit de procéder à des licenciements et d'imposer à ceux qui restent des conditions de travail plus dures et notamment d'accélérer les cadences. 410 licenciements sont annoncés dans une entreprise et 60 dans une autre. Les travailleurs occupent l'usine pendant une semaine. Mais les patrons s'attaquent à une troisième usine avec 52 licenciements annoncés à la Botto Albino, entreprise très moderne de 1000 travailleurs. L'usine est occupée. Un comité de grève est constitué dès la première assemblée générale qui rassemble 1000 membres une fois par jour et le Comité composé de 40 membres se réunit 2 fois par jour. Les ouvriers envoient des délégations dans les autres entreprises et aux élèves de l'institut technique de Biella. L'action la plus spectaculaire est de se rendre au petit matin dans une usine distante de 20 km, d'y pénétrer, de rassembler les ouvriers dans la cour intérieure et d'y tenir une assemblée. Mais la bourgeoisie est décidée à réagir. 700 policiers sur le pied de guerre attaquent les ouvriers et les chassent de l'usine Botto Albino. La lutte se poursuit encore 10 jours et les ouvriers restent devant la porte de l'usine. Sous la peur, un accord est présenté qui prévoit la réduction du nombre des licenciements de 52 à 40 et de vagues promesses ; le comité d'usine transmet démocratiquement les propositions patronales qui sont refusées. Au 43ème jour de lutte, la FIOT (syndicat) propose une vague action de solidarité. Les ouvriers proposent des actions radicales et une lutte commune avec toutes les usines et pas seulement une solidarité pour une usine. Ils précisent que si une telle action n'est pas possible ils préfèrent rentrer dans l'usine, leur organisation étant intacte. Ils rentrent drapeau rouge en tête.

Il n'y eut pas de grands résultats mais en luttant, ils ont montré leur détermination et, dans les mois qui suivirent, les conditions de travail se sont moins aggravées grâce à cette action[63].

En 1966, Siemens à Milan

« *Les travailleurs des usines SIEMENS se sont signalés par une innovation remarquable - ou du moins qui peut paraître telle, à ceux qui ignorent qu'il s'agit d'une des pratiques les plus anciennes du mouvement ouvrier. Au lieu d'attendre passivement les mots d'ordre des différentes boutiques syndicales qui, en Italie comme en France se disputent la "clientèle" ouvrière, ces travailleurs ont pris, au début de juillet, l'initiative de créer un comité de grève, composé d'un délégué par atelier. Qui plus est, chaque délégué a été élu par une assemblée générale de son atelier, sans tenir aucun compte de son éventuelle appartenance syndicale ou politique, mais uniquement selon les capacités dont il faisait preuve dans la lutte. Ses camarades de travail ayant, au surplus, la possibilité de le remplacer à tout moment, s'il ne faisait plus l'affaire* ».

« *(…) Pendant toute la période des grèves de juillet, le comité de grève s'est réuni tous les jours, pour décider par un vote à la majorité des délégués, des formes de lutte qui seraient utilisées. Le comité d'entreprise - émanation des syndicats - était admis à prendre part à la discussion, mais sans droit de vote* ».

« *(…) [Malheureusement] ces derniers, sous la pression du gouvernement, ayant proclamé une trêve "pour négocier avec le patronat", l'action a cessé et le comité de grève ne s'est plus réuni*[64]. »

Début 1968 ; grèves chez Fiat, Pirelli, Italsider et Marzotto

Dans le triangle industriel du nord de l'Italie, les quatre premiers mois de 1968 ont été marqués par de nombreuses grèves, à la Fiat de Turin ou à l'Italsider ou encore dans les textiles

63 *Lutte de classe, pour le pouvoir des travailleurs*, août 1966, journal du GLAT. cf. : https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/gauchecommuniste/gauchescommunistes-ap1952/glat/1966/LDC-aout-1966.pdf

64 *Lutte de classe, pour le pouvoir des travailleurs* novembre 1966, journal du GLAT. cf. : https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/gauchecommuniste/gauchescommunistes-ap1952/glat/1966/LDC-novembre1966.pdf

Marzotto à Valdagno, en Vénétie, où le conflit prend un tour violent : 42 arrestations. En juin, des ouvriers de Pirelli à Milan, mécontents de l'accord direction/syndicats fondent le premier Comité unitaire de base (CUB) hors de tout contrôle syndical. Dans ces comités se mêlent étudiants et ouvriers : ce sont les groupes « Lega degli studenti » et « Degli operai » de Gênes en février 1968, ou encore le groupe « Avanguardia Operaia », né en 1967 de la rencontre de militants trotskystes de la IVe Internationale et d'ouvriers de Sit-Siemens et Pirelli

Les événements d'avril 1969

La tension reprend l'année suivante, cette fois dans le sud de l'Italie. Le 9 avril 1969 à Battipaglia, Carmine Citro, typographe et Teresa Ricciardi, enseignante, sont tués par les forces de l'ordre pendant une manifestation contre la fermeture d'une usine de tabacs. La police occupe militairement la ville, la plaçant en état de siège et sous la pression des grenades lacrymogènes. Le lendemain, dans toute l'Italie, les événements de Battipaglia provoquent une vague de colère populaire et 12 millions de salariés se mettent en grève. Toute la province de Salerne est bloquée pendant 24 heures. Des violences se manifestent à Rome, à Florence et à Milan

Automne « chaud » de 1969 ou « mai rampant » : syndicalistes et comités de base

La révolte gagne ainsi les grandes concentrations industrielles lors de « l'automne chaud » de 1969, à la surprise des responsables syndicaux car de 1953 à 1968, toutes les grèves avaient échoué et les conquêtes de la Libération (conseil de gestion, liberté de réunion et des activités politiques notamment) avaient été effacées. Ceux-ci réagissent plutôt bien et les relations entre syndicats et extrême gauche sont assez bonnes jusqu'en 1972.

Pendant le mois de novembre 1969, l'intensité de l'affrontement atteint son sommet : les luttes ouvrières à FIAT se radicalisent, des grèves sauvages éclatent et des manifestations violentes visent les cadres – les « cols blancs » – traditionnellement solidaires avec la direction. Le 19 novembre, lors d'une grève nationale pour le droit au logement, les camionnettes des divisions spéciales de la police chargent des manifestants : une camionnette lancée à toute vitesse contre la foule chavire et un agent de police meurt. La répression s'intensifie et la position des institutions face aux mouvements se durcit : après de centaines d'arrestations, l'interdiction des organisations de la gauche extraparlementaire est envisagée.

Le 28 novembre, en dépit d'une atmosphère sombre de violence généralisée et de guerre civile rampante, la manifestation nationale des ouvriers métallurgistes à Rome se déroule sans incidents. Début décembre, des contrats commencent à être signés, largement favorables aux demandes des ouvriers : ils obtiennent des augmentations salariales indépendantes des divisions hiérarchiques, l'égalité de statut par rapport aux cadres et le droit d'organiser des assemblées durant la période de travail.

Le 12 décembre 1969 une bombe éclate dans la Banque de l'agriculture de Milan, située Piazza Fontana : 16 personnes sont tuées et 80 sont grièvement blessées. En réalité, il s'agit de l'œuvre de néo-fascistes bien orchestrée avec la complicité de services secrets de l'État. A partir de cet événement, la bourgeoisie reprend les choses en main.

Mais c'est surtout à partir de 1972 que les syndicats tentent de reprendre la situation en main car les mouvements s'essoufflent. Parallèlement, la violence est de plus en plus organisée par des groupes armés dits d'extrême gauche mais fort utiles à la bourgeoisie. La lutte armée aura pour effet de détruire la lutte de classe pour en arriver aux « années de plomb ».

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XXème siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière les Etats nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands État impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont Bilan & Perspectives est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.